

## **ANNEXE 1B**

---

### **Cadre législatif et administratif**

# TABLE DES MATIÈRES

Table des matières .....	i
<b>1B.1 Introduction .....</b>	<b>1</b>
<b>1B.2 Structure et administration du Gouvernement Guinéen.....</b>	<b>1</b>
<b>1B.3 Analyse du Cadre politique, juridique et institutionnel du projet .....</b>	<b>4</b>
1B.3.1 Esquisse du Cadre politique national .....	4
1B.3.2 Esquisse du Cadre juridique du projet.....	6
1B.3.2.1 Esquisse du cadre juridique National .....	6
<b>1B.4 Législation et politique spécifiques relative à la biodiversité .....</b>	<b>10</b>
<b>1B.5 La Procédure Administrative d'Évaluations Environnementales .....</b>	<b>13</b>
<b>1B.6 Esquisse du cadre juridique international relatif au projet .....</b>	<b>16</b>
1B.6.1 Conventions du projet .....	17
1B.6.2 Normes du Projet .....	17
1B.6.2.1 Normes et politiques SSEC de Rio Tinto .....	18
1B.6.2.2 Principes de l'Équateur.....	19
1B.6.2.3 Normes de performance sur la Durabilité sociale et environnementale de la SFI.....	20
1B.6.2.4 Conseil international des mines et métaux.....	21
1B.6.2.5 Autres Obligations et engagements internationaux .....	23
1B.6.2.6 Esquisse du Cadre institutionnel et administratif.....	35
1B.6.2.7 Interaction entre la planification environnementale et la législation sur les permis .....	37
<b>1B.7 Références .....</b>	<b>38</b>

## TABLEAUX

Tableau IB.1	Principales conventions internationales et accords régionaux signés par la République de Guinée ..	23
--------------	--	----

## FIGURES

Figure 1B.1	Les Régions Administratives de la République de Guinée .....	2
Figure 1B.2	Les Préfectures de la République de Guinée .....	3

## **ANNEXE 1B**

### **CADRE LEGISLATIF ET ADMINISTRATIF**

#### **1B.1 Introduction**

La présente annexe décrit le contexte juridique et politique du Projet, y compris une description des structures administratives dans le cadre desquelles il fonctionnera en République de Guinée. La présente annexe ne vise pas à fournir une liste complète de l'ensemble de la législation environnementale et sociale guinéenne.

#### **1B.2 Structure et administration du Gouvernement Guinéen**

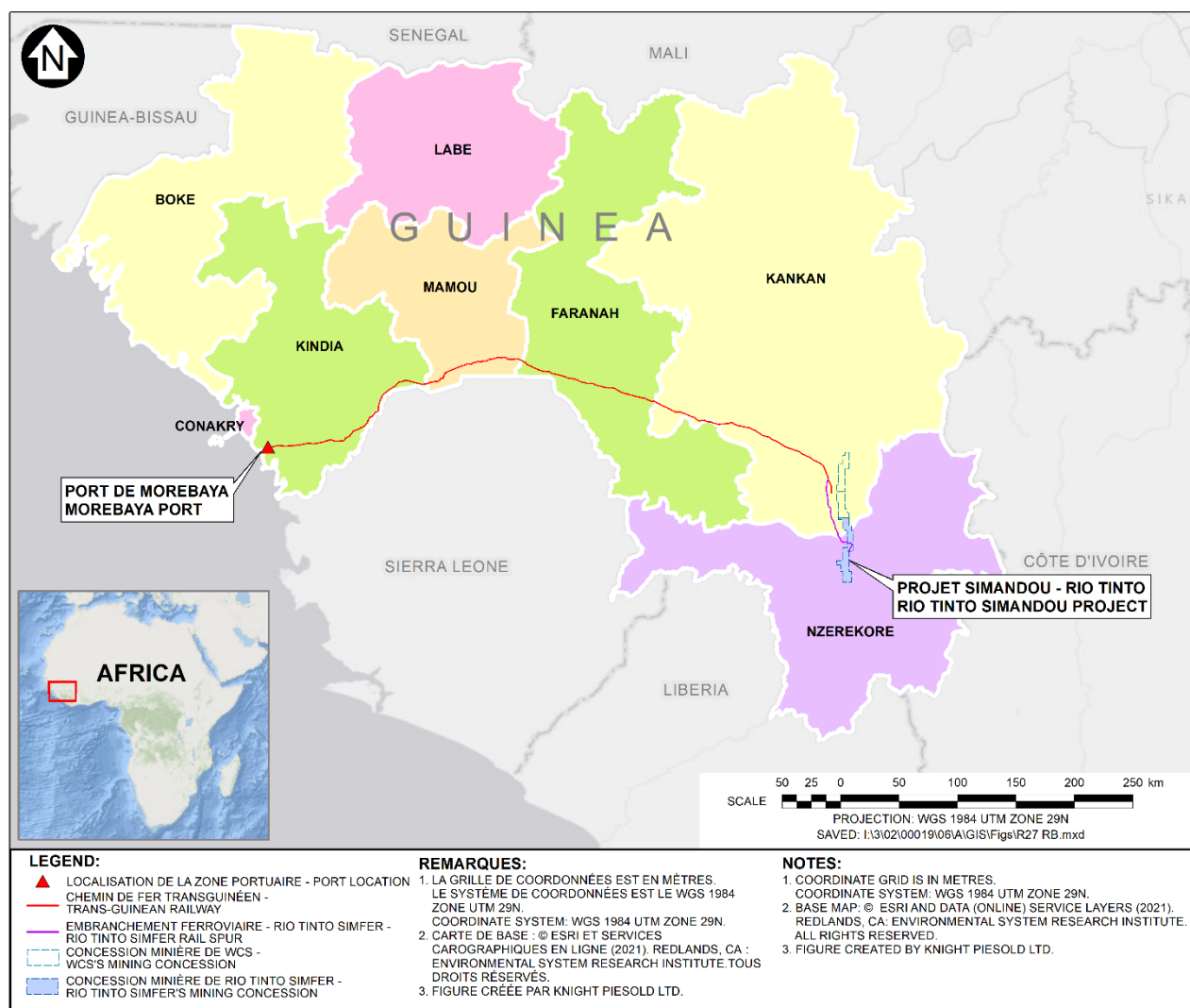
Depuis le changement de régime intervenu le 5 septembre 2021, la République de Guinée est régie par un régime de transition qui a édicté la charte de la transition en remplacement de la constitution. Cette charte est destinée à servir de loi fondamentale pendant la période transitoire avant l'adoption d'une nouvelle constitution.

La République de Guinée applique un système de droit civil fondé sur le modèle français. La dernière constitution date du 22 mars 2020. Les tribunaux et les cours de justice exercent le pouvoir judiciaire en vertu de la charte de la transition.

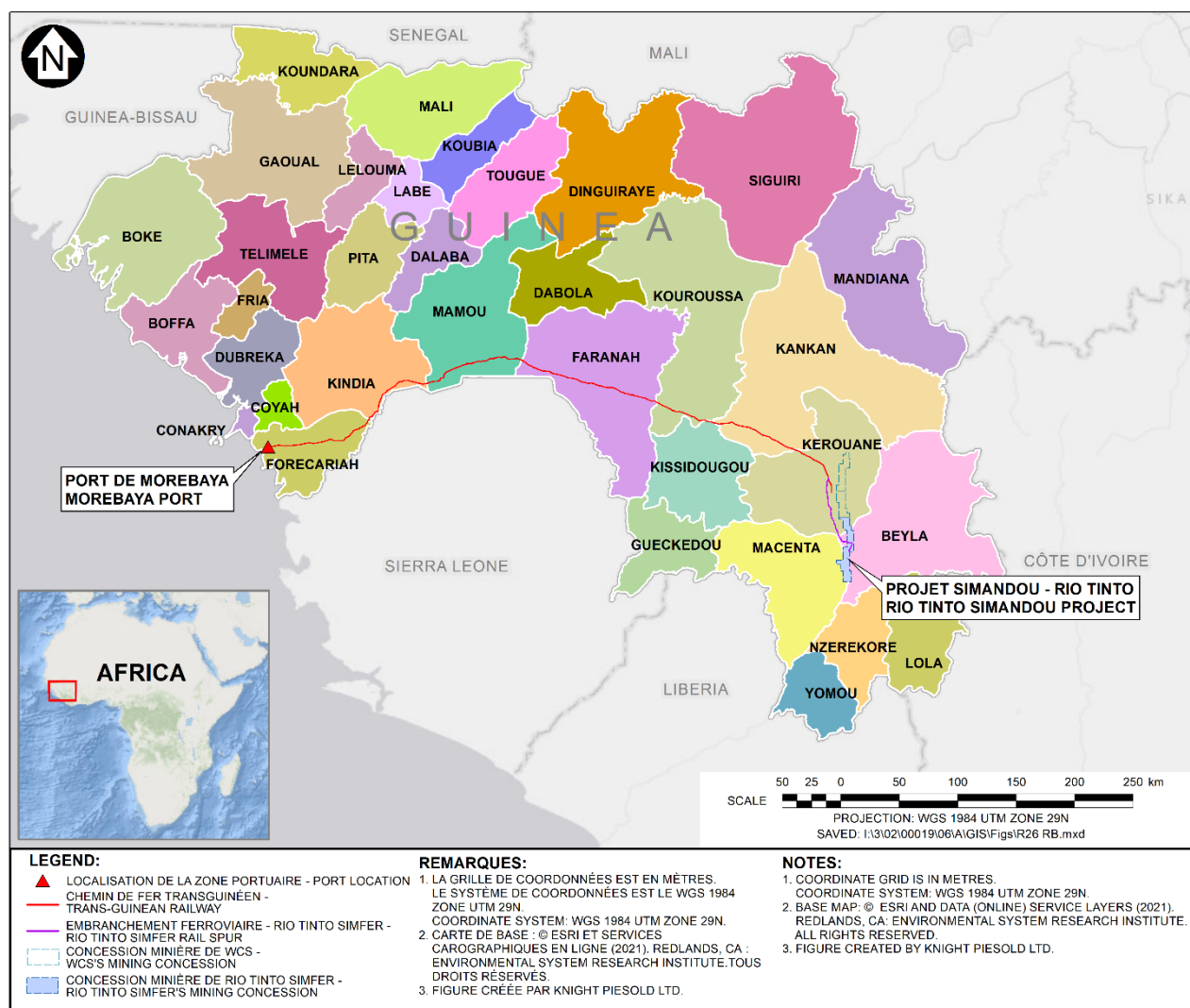
Au niveau régional, la République de Guinée est subdivisée en 7 régions administratives et la zone spéciale de Conakry, chacune dirigée par un gouverneur, et subdivisées en 33 préfectures (figure 1B.1). Chaque préfecture est dirigée par un préfet, soutenu par un conseil de conseillers préfectoraux. Le territoire guinéen est subdivisé en 333 sous-préfectures dirigées par des sous-préfets nommés par le Ministère en charge de l'administration du territoire et 323 communes rurales dirigées par des maires élus. Il existe également 39 communes urbaines, dirigées par des maires élus. Le préfet représente le gouvernement national au niveau local et exerce à ce titre les pouvoirs qui lui sont attribués. D'une manière générale, dans sa circonscription, le préfet est chargé de coordonner, contrôler et suivre l'activité des services de l'État et des organismes publics, ainsi que de coordonner l'action publique.

Au niveau local, le territoire est subdivisé en communes dirigées par des maires élus, elles-mêmes subdivisées en quartiers (présidés par des présidents de quartier). Dans les zones rurales, le territoire est subdivisé en Communes Rurales, subdivisées en districts (les districts sont également subdivisés en secteurs dirigés par un chef de secteur). Dans les zones urbaines, le territoire est subdivisé en Communes Urbaines.

La mine de Simandou, y compris le gisement Ouéléba Nord, se trouve dans la région de Nzérékoré en Guinée Forestière, à la frontière entre les régions de Macenta et de Beyla (figure 1B.2).



**Figure 1B.1 Les Régions Administratives de la République de Guinée**



**Figure 1B.2 Les Préfectures de la République de Guinée**

### 1B.3 Analyse du Cadre politique, juridique et institutionnel du projet

Les noms des ministères mentionnés dans le document sont à jour au moment de la production de l'EIES, mais peuvent changer à la suite des nominations ou de réaffectations ministérielles.

#### 1B.3.1 Esquisse du Cadre politique national

Le Projet sera conçu et mis en œuvre pour promouvoir à terme le développement socio-économique conformément au Programme de Référence Intérimaire (PRI) 2022-2025 de la Transition et aux plans de développement nationaux connexes qui définissent les orientations du développement du pays.

Les politiques et plans d'action nationaux applicables au Projet sont notamment les suivants :

- **Plan national d'action pour l'environnement, PNAE** - Le PNAE constitue la base de la politique environnementale de la Guinée et promeut une gestion rationnelle et durable des ressources naturelles. Le PNAE plaide pour la protection et l'amélioration de la biodiversité et des ressources culturelles et pour l'organisation du développement minier et industriel afin d'assurer un meilleur contrôle et une meilleure prévention de la pollution.
- **La Stratégie nationale sur le changement climatique** mise en œuvre en 2019 (MEEF, 2019a). La stratégie repose sur neuf piliers :
  - Promotion de mesures visant à renforcer la résilience climatique
  - Promotion de mesures sectorielles visant à limiter les émissions de GES
  - Renforcement des capacités
  - Promotion du transfert et de l'adoption de technologies
  - Intégration du changement climatique dans les politiques et les stratégies
  - Éducation et communication
  - Renforcement des services météorologiques de la Guinée
  - Réduction et gestion des risques, y compris l'immigration
  - Promotion de l'accès au financement de l'action climatique

Parmi les autres politiques de la Guinée qui ont trait aux changements climatiques et aux réductions des émissions de GES, on trouve notamment la stratégie Nationale du Développement Durable, qui décrit la stratégie de développement de la Guinée, y compris les objectifs liés au changement climatique et à l'adaptation (MEEF, 2019b).

- **Plan d'action forestier national, PAFN** - Le document de politique forestière et son premier plan d'action ont été adoptés par le décret n° 056/PRG/SGG/90 du 5 février 1990. La Politique forestière guinéenne affirme dans son préambule que la forêt doit être protégée, gérée et exploitée à la fois comme patrimoine national pérenne et comme élément des terroirs et des ressources naturelles des villages. Le domaine forestier de Guinée doit être protégé contre toute forme de dégradation ou de destruction causée par la surexploitation, le surpâturage, les incendies, les brûlages, les abus de défrichement, les maladies, l'introduction d'espèces inadaptées, ainsi que la désertification.
- **Programme d'action national de lutte contre la désertification, PAN/LCD** - Le PAN/LCD, en tant que cadre stratégique de lutte contre la dégradation des terres et la déforestation, s'articule autour des principaux domaines d'action suivants : i) la sauvegarde des écosystèmes ; ii) la lutte contre la pauvreté ; iii) la gestion rationnelle et intégrée des ressources naturelles ; iv) la décentralisation et la participation effective des acteurs locaux ; et v) le partenariat entre les acteurs.
- **Stratégie Nationale sur la Diversité Biologique pour la Mise en Œuvre en Guinée du Plan Stratégique 2011-2020 et des objectifs d'Aichi** - Suite à la ratification de la Convention sur la diversité biologique à Rio (juin 1992), la Guinée

a intégré les engagements et les objectifs nationaux dans une Stratégie nationale et dans le Plan d'action adopté par le Gouvernement en 2001. En 2010, une nouvelle stratégie a été élaborée pour préserver, accroître, restaurer et améliorer la biodiversité dans toute la Guinée. Le plan stratégique (SNDB 2011 - 2020) présente la vision suivante : « de 2011 à 2020, la diversité biologique est restaurée, préservée, valorisée et utilisée à bon escient par toutes les parties prenantes, afin d'assurer le maintien des services écosystémiques fournis, de maintenir des écosystèmes sains, de garantir des avantages essentiels aux générations actuelles et futures de la Guinée. » Les zones visées par le programme contiennent encore un patrimoine considérable de biodiversité et d'importance mondiale qui peut être affecté par certaines activités du projet.

- **Plan national de conservation des chimpanzés d'Afrique de l'Ouest pour la période 2020-2030 (MEEF, 2020)** - Les objectifs de ce plan sont de fournir une vision commune à toutes les parties prenantes de la conservation des chimpanzés en Guinée, de construire un cadre stratégique pour les bailleurs de fonds souhaitant financer des actions en faveur de l'espèce et de mobiliser toutes les personnes et structures agissant dans ce sens en Guinée.
- **Stratégie nationale pour la mise en œuvre de la hiérarchie d'atténuation et la compensation des impacts sur la biodiversité et les écosystèmes (MEEF, 2019c)** - Les objectifs de ce plan sont de renforcer les EIES et les PGES en fournissant des orientations juridiques claires sur les moyens de compenser les impacts résiduels sur la biodiversité. La stratégie doit être appuyée par un décret légal en 2024.
- **Lettre de politique nationale du contenu local (Ministère de l'Industrie, des PME et de la Promotion du secteur privé, 2017)** - La Lettre de politique est un cadre de collaboration entre les gouvernements et les investisseurs dans le but d'atteindre une croissance économique rapide, durable et inclusive. Les domaines stratégiques de la lettre de politique couvrent la formation et le transfert de compétences, le renforcement des petites et moyennes entreprises et l'augmentation de la valeur ajoutée locale par rapport à la promotion des contacts locaux. La lettre de politique énumère également plusieurs attentes à l'égard des entreprises opérant en Guinée, notamment la publication de politiques d'emploi, des plans de poursuite du développement local et la création de conditions permettant aux ressortissants guinéens de succéder aux travailleurs expatriés.
- **Lettre de Politique Nationale du Contenu Local dans le secteur minier (Ministère des Mines et de la Géologie, 2017)** - La Politique vise à maximiser les avantages économiques et sociaux des investissements dans le secteur minier par la création d'un cadre de partenariat gagnant-gagnant au sein duquel toutes les parties prenantes collaborent et unissent leurs efforts pour assurer le succès de tout projet minier, et notamment la maximisation des impacts économiques en Guinée. Le mécanisme de contenu local en Guinée est axé sur le développement des entreprises locales et la formation et la création d'emplois locaux.
- **Lettre de la Politique Nationale de la Décentralisation et du Développement Local adopté par décret n°042/PRG/SGG/2012 du 28 mars 2012** - La politique vise la mise en d'un système de gouvernance efficace et partagé, caractérisé par la responsabilisation citoyenne, la transparence, et la participation des populations à la gestion des affaires publiques locales. Elle pose les bases du cadre conceptuel, juridique, et institutionnel de la politique de l'État dans les domaines précis de la décentralisation et de la déconcentration.
- **Plan de Gestion de la forêt classée du Pic de Fon** - La Forêt Classée du Pic de Fon a été désignée comme une zone de biodiversité clé par convention Internationale, c'est-à-dire un site d'importance pour la conservation de la biodiversité au niveau mondial. Le Plan de gestion de la Forêt Classée du Pic de Fon (République de Guinée, 2010) est un plan légalement accepté, signé par Arrêté du Ministre en charge de l'Environnement guinéen, qui décrit les zones d'utilisation des terres, les droits d'utilisation, les réglementations, et les rôles et responsabilités liés à la Forêt Classée du Pic de Fon. La loi guinéenne dispose que ce plan de gestion est l'outil juridique à utiliser pour gérer la forêt classée. Le Centre Forestier de N'zérékoré (CFZ) est l'organisme parapublic titulaire d'un décret de gestion de la forêt.

Le plan divise la forêt approximativement en trois tiers, selon trois zones : zone de production, zone de protection et zone minière (figure 1.3). Il est important de noter que les droits d'utilisation des ressources dans la zone minière ont été maximisés en attribuant à cette zone les mêmes droits qu'à la Zone de production, jusqu'au moment où des mesures de sécurité devront être mises en place autour de la construction et du développement des infrastructures. De cette manière, les communautés situées à l'est et à l'ouest de la forêt ont amélioré l'utilisation des ressources pour le moment.

La Zone de protection est située dans une région qui était auparavant rarement visitée par la population locale, à l'exception des chasseurs, en raison de son éloignement ; l'accès humain à cette zone est fortement restreint dans le cadre du plan de gestion, et dédié à des fins scientifiques et de conservation. Le cas échéant, des exceptions spécifiques ont été prévues, par exemple pour permettre aux membres des communautés locales d'accéder à des sites d'importance religieuse.

Le premier objectif majeur du plan, l'atténuation des impacts potentiels sur la population de Chimpanzés d'Afrique de l'Ouest de la Forêt Classée du Pic de Fon, est principalement atteint grâce à l'accord juridique et à l'accord des parties prenantes concernant la zone de protection. Cette zone, située dans la partie centrale de la Forêt Classée du Pic de Fon, couvre la majorité de la forêt intacte restante. Le deuxième objectif majeur est atteint grâce à la création de trois organisations communautaires, leur formation et leur habilitation à gérer les ressources naturelles, et la facilitation de leurs relations formelles avec le gouvernement et les autres parties prenantes. Le troisième objectif majeur est atteint par une combinaison des activités susmentionnées (création de la zone de protection et gestion plus durable de la zone de production). Le quatrième objectif majeur est atteint grâce à un « *Plan de Gestion* », une partie du Plan de gestion de la Forêt Classée de Pic de Fon qui décrit les rôles et responsabilités de chaque grande organisation impliquée dans la mise en œuvre du plan. Ces objectifs ont été convenus dans le cadre d'un processus ascendant avec les principaux détenteurs de droits, conformément au mandat qui leur a été confié par la loi, et ont fait l'objet de réunions publiques formelles auxquelles ont participé une quarantaine d'organisations différentes.

Comme indiqué dans la section 1.3, le gisement de Ouéléba Nord se trouve entièrement dans la forêt classée, mais s'étend hors de la zone minière dans la zone de production. Simfer a entrepris un processus de rezonage conformément au plan de gestion de la forêt classée du Pic de Fon afin d'étendre la zone d'exploitation minière pour englober l'emprise de la fosse de Ouéléba Nord.

Ces politiques et plans guideront la réalisation des différentes activités du projet de fosse de Ouéléba Nord.

### 1B.3.2 Esquisse du Cadre juridique du projet

#### 1B.3.2.1 Esquisse du cadre juridique National

En vue d'asseoir les fondements de la protection de l'environnement et garantir la mise en œuvre d'un développement durable, la République de Guinée a adopté un ensemble de textes législatifs en faveur de la protection et de la gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles. Le code de l'environnement, promulgué par le Décret D/2019/221/PRG/SGG du 26 juin 2019, constitue dans ce sens, le cadre réglementaire général de référence en la matière. Mais il est important de rappeler que la norme suprême au niveau national actuel est la charte de la transition.

- **La charte de la transition** : La charte de la transition signée le 27 septembre 2021, fait office de loi fondamentale de la république de Guinée durant une période de transition.

L'article 28 confirme que le droit de propriété est garanti. L'expropriation ne peut être réalisée que pour cause d'utilité publique déclarée, suivant une compensation préalable et juste.



Cette charte ne consacre pas de dispositions légales à la protection de l'environnement mais en son article 74, elle maintien en vigueur les traités et accords internationaux conclus par la république de Guinée et régulièrement ratifiés.

Le présent projet devra se conformer aux dispositions de la présente charte.

- **Le Code de l'Environnement** : La législation environnementale est régie par le code de l'environnement (Décret N° D/2019/221/PRG/SGG portant promulgation de la loi N° L/2029/0034/AN/ du 04 juillet 2019 portant code de l'environnement en république de Guinée).

Le code de l'environnement a pour objectif essentiel de concilier les impératifs écologiques avec les exigences du développement économique et social du pays à travers particulièrement l'imposition de prescriptions environnementales nécessaires à la protection des différentes composantes du milieu naturel.

Parmi ces prescriptions environnementales, il y a celles relatives à l'étude d'impact environnemental et social qui soumet tout projet de développement ou de réalisation d'ouvrage ou d'exploitation qui risque de porter atteinte à l'environnement fait l'objet d'une étude d'impact environnemental et social (Art. 28).

- **Le code Minier** : La Loi L/2011/006/CNT du 09 septembre 2011 portant Code Minier a été amendé par la Loi L/2013/053/CNT du 8 avril 2013 consacre le Chapitre VII à l'environnement et la santé.

L'article 143 décrit les activités à risque environnemental devant faire l'objet d'une surveillance.

Le code minier adopté en 2011 et amendé dans sa partie fiscalité en 2013, stipule que tout projet d'exploitation minière doit faire l'objet d'une étude d'impact environnemental et social suivant les articles 142, 143, 144 et 145.

Ce code minier prévoit également une contribution des sociétés minières au développement de leur zones d'intervention sous forme de contrat de développement local (CDL) alimenté par un fond de développement local (Décret D/2017/285/PRG/SGG portant modalités de constitution et de gestion du Fonds de Développement Economique Local (FODEL)).

- **Le Code Forestier** : Ce code est promulgué par le Décret D/2017/338/PRG/SGG du 28 décembre 2017, Loi L/2017/060/AN du 22 décembre 2017 ; fixe les principes fondamentaux de gestion durable et de valorisation des ressources forestières et vise à protéger et à valoriser lesdites ressources forestières. Comme dans les autres secteurs d'activités, la gestion et la valorisation des ressources forestières, fauniques peuvent être dommageables pour l'environnement. C'est pourquoi, le code forestier subordonne la mise en œuvre de certaines activités à la réalisation préalable d'une étude d'impact ou d'une notice d'impact en ces termes : « Les travaux de fouille, d'extraction, d'exploitation de carrières ou de mines, de construction de grandes structures, dont l'exécution est envisagée dans le domaine forestier, sont soumis à l'autorisation du ministère en charge des Forêts, ainsi que, le cas échéant, à un permis de coupe ou de défrichement ». (Art.126).

La présente EIES est réalisé pour identifier tous les enjeux environnementaux et sociaux du projet de fosse de Ouéléba Nord sur les ressources forestières. Par ailleurs, si le projet est susceptible d'impacter une forêt classée et qu'un déclassement est nécessaire, une demande devrait être adressée en ce sens au Ministère en charge de l'environnement.

- **Le Code de protection de la faune sauvage et de réglementation de la chasse** : La loi ordinaire N° 2018/0049/AN portant Code de protection de la faune sauvage et de réglementation de la chasse a pour objet de fixer les principes fondamentaux destinés à assurer la protection, la conservation et la gestion de la faune sauvage et ses habitats, de reconnaître le droit de chasse et d'en guider la pratique.

« Tout animal sauvage se trouvant sur le territoire national bénéficie de la protection conférée à la faune sauvage et ses habitats par la présente loi ainsi que les conventions internationales dont la Guinée est partie » (Article 5).

« Il est formellement interdit de chasser, de capturer, de détenir et de vendre les animaux sauvages figurant sur la liste des espèces intégralement protégées ainsi que de ramasser les œufs des animaux sauvages ovipares (y compris leurs trophées ou dépouilles). L'autorisation de chasser et de capturer peut toutefois être accordée aux détenteurs d'un permis scientifique de recherche ou d'autorisation de ferme d'élevage de la faune sauvage » (Article 58).

- **Le Code Foncier et Domanial** : Promulgué par ordonnance N° 92/019/PRG/SGG du 30 mars 1992, le Code Foncier et Domanial et le code civil constituent la base légale de l'administration des terres tant privées que publiques en République de Guinée.

Le projet, est susceptible de porter atteinte aux droits de propriété des citoyens. Il est donc important que les dispositions relatives aux droits des personnes soient respectées et prises en compte lors de la réalisation du projet.

- **Le Code Civil** : La loi L/2019/035/AN du 04 juillet 2019 portant code civil en république de Guinée a été promulguée par le Décret D/2019/222/PRG/SGG du 26 juillet 2019.

« Nul ne peut être contraint de céder sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique et moyennant une juste et préalable indemnité. L'expropriation pour cause d'utilité publique est régie par les articles 55 et suivant du code foncier et domanial » (Article : 829)

Dans le cas où le projet impacterait des biens privés et/ou communautaires, le projet doit veiller à la mise en oeuvre de ce code.

- **Le Code révisé des Collectivités Locales** : La Loi ordinaire L/2017/040/AN portant code révisé des collectivités locales traite l'ensemble des questions liées aux collectivités locales.

Ce code définit les compétences, missions, domaines et actifs ainsi que les limites d'intervention communautaire des communautés locales. Il définit les rôles et les responsabilités des communautés locales en matière de gestion de l'utilisation des terres. La municipalité doit prendre un avis avant tout projet d'investissement, toute occupation/exploitation des sols.

« Les biens des collectivités locales font partie du domaine public ou du domaine privé de la collectivité locale » (Article : 34).

« Font notamment partie du domaine public de la collectivité locale : les cours d'eau, les étangs, les nappes souterraines, les réserves foncières de la collectivité locale » (Extrait article : 35) ; et les forêts publiques locales ainsi que les forêts communautaires (Extrait article : 36).

Le Code révisé des collectivités locales présente au Titre 6 : le plan de développement local qui est l'unique cadre de référence pour toute intervention en matière de développement local (Article : 561)

Ainsi, le projet doit respecter le contenu du Code des collectivités locales, notamment en matière de plans de développement.

- **Le Code du Travail et les autres codes de protection du travail et du travailleur** : Le *Code du travail* (L/2014/072/CNT) est la principale source de législation régissant les pratiques et les relations de travail en Guinée. Le Code ne s'applique pas aux fonctionnaires mais à tous les employés du secteur privé. Il interdit le travail forcé ou obligatoire. Il établit les règles d'embauche et de cessation d'emploi (TITRE PRELIMINAIRE DISPOSITIONS GENERALES), les règles relatives aux conditions de travail (LIVRE 2), y compris les droits salariaux (LIVRE 2, TITRE IV),

le nombre maximum d'heures de travail (Article 221.1) et les heures supplémentaires (Article 221.5) ainsi que les avantages sociaux tels que les congés payés (Article 222.1) et la retraite. L'âge minimum pour l'emploi est défini dans le *Code du travail* (Article 137.2) et le *Code de l'enfant guinéen* (L/2019/0059/AN du 30 Décembre 2019) comme étant de 16 ans, tandis que l'âge minimum pour un travail dangereux est de 18 ans. Le *Code du travail* permet aux enfants âgés de moins de 18 ans d'effectuer des travaux légers sous certaines conditions (Article 137.5). (la norme internationale pour les travaux légers est de 13 ans). Le Code du travail définit également les conditions d'emplois des étrangers en ses articles 131.1, 131.2, 131.3 et 131.4. Une autre problématique est la sous-traitance, qui est traitée dans le code du travail à travers les articles allant de 135.2 à 135.8. l'article 231.2 du Code traite de la protection de la vie et la santé des salariés de l'entreprise. Le Code de l'enfant guinéen interdit également le travail dangereux, y compris le travail de nuit, l'utilisation d'outils mécaniques, la manipulation d'explosifs ou de produits corrosifs et l'extraction de minerai dans les carrières ou les mines.

- **Le Code de sécurité sociale (Loi L/94/006/CTRN du 14 février 1994)** est la principale source de législation en Guinée pour la protection des travailleurs et de leur famille contre la pauvreté et les difficultés économiques ou sociales qui pourraient résulter d'une perte importante de revenus. Ce Code définit le cadre juridique pour protéger les travailleurs et leurs familles contre de telles difficultés et prévoit un certain nombre de régimes de protection sociale, y compris les fonds de pension de retraite, les fonds d'invalidité et les fonds de survie, les fonds des accidents du travail et des maladies professionnelles, les fonds de soutien à la famille, fonds pour les maladies et fonds sanitaire et social. Tous les travailleurs relevant du champ d'application du Code du travail relèvent du régime de sécurité sociale. Le Code établit la contribution sociale des salariés et des employeurs et prévoit également le processus de redistribution à travers les différents fonds.
- **Le Code de la santé publique (Loi L/97/021/AN du 19 juin 1997)** prévoit la protection et la promotion de la santé et les droits et obligations des individus, des familles et de la communauté à travers la Guinée. Ce Code est la pierre angulaire de la législation guinéenne en matière de protection et de promotion de la santé publique en Guinée et couvre de nombreux aspects importants pour le Projet, y compris les dispositions sur l'eau potable destinée à la consommation humaine et la pollution de l'eau, l'évacuation des eaux usées domestiques et industrielles, et l'élimination des déchets (Chapitre I du Livre II sur l'assainissement et la santé publique) et les dispositions relatives à la médecine du travail sur le lieu de travail traitées au Chapitre 10 du Livre II.

Le Décret D/253/24/PRG relatif à la Santé au travail crée un *Service national de la Médecine du travail* au sein du Ministère de la santé et de l'hygiène publique et définit les rôles et responsabilités de ce département. Ce Décret fixe également un certain nombre d'exigences essentielles en matière de surveillance de la santé des salariés dans le cadre des examens médicaux (avant l'emploi et sur une base annuelle, pendant l'emploi ; ou lors du retour au travail après une période de maladie afin de déterminer l'aptitude au travail de l'employé).

En plus du *Code de sécurité sociale*, la Convention de base sur les activités minières et de carrière et l'industrie minière et l'ordonnance *Arrêté n° 1386/MASE/DNTLS/90 du 15 mai 1990* sur la classification des travailleurs dans le secteur privé réglementent les relations entre les employeurs signataires de la Convention et les syndicats des mines, carrières et de l'industrie minière pour les sociétés qui opèrent principalement dans le secteur des mines, carrières et industries minières. Simfer, et donc Simfer, en tant qu'employeur ayant signé la Convention, relèvera du champ d'application de la Convention.

- **Le Code de l'eau :** La loi L/94/005/CRTN du 14 février 1994 portant *Code de l'Eau*, établit un système de droits d'utilisation de l'eau et définit le cadre global de gestion des ressources en eau. Le Code dispose qu'une concession est accordée par décret pour des utilisations permanentes de l'eau, telles que l'approvisionnement en eau potable

des villes et des villages, l'hydroélectricité, les développements agricoles, industriels ou autres, nécessitant des investissements dont la période d'amortissement dépasse 10 ans.

Le Code dispose que toute utilisation des ressources en eau doit respecter les lignes directrices du plan d'aménagement du bassin versant contenant ces ressources. Le Code traite également de la prévention des effets nocifs des eaux et de la protection de la qualité de l'eau.

Le *Code de l'eau* traite des questions relatives aux eaux souterraines, et plus particulièrement des mesures régissant l'exploration, l'exploitation et la protection des sources d'eau souterraine. Les modalités d'établissement des périmètres de protection, de définition des zones de sauvegarde des ressources en eau et de délivrance des permis de forage sont déterminées par la Direction Nationale de l'Hydraulique (DNH).

L'article 16 du *Code minier* (Loi L/95/036/CTRN du 30 juin 1995 relative au *Code minier* de la République de Guinée et l'article 143 du *Code Minier de 2011* (Loi L/2011/006/CNT du 9 septembre 2011 modifiée par la loi L/2013/053/CNT) (le « **Code Minier** ») prévoit également la protection des ressources en eau contre les sociétés exerçant des activités d'extraction et des activités connexes.

L'Arrêté n° A/2013/173/MEE/CAB/SGG du 12 février 2013 a été promulgué dans le cadre des efforts visant à renforcer la mise en œuvre du *Code de l'eau*. L'arrêté prévoyait des procédures pour l'établissement de périmètres de protection des bassins versants destinés à la consommation humaine et des structures de service dans les zones rurales et semiurbaines contre la pollution. Le Décret interdit toute activité susceptible de polluer les bassins protégés, sauf si elle est soumise à des exigences particulières (construction, gisements, rejets, carrières, activités agricoles impliquant des engrais chimiques, etc.), et les infractions sont passibles de sanctions conformément aux dispositions de l'Article 487, paragraphe 1, du *Code pénal* et du *Code de l'eau*.

## 1B.4 Législation et politique spécifiques relative à la biodiversité

Entre 2018 et 2020, la République de Guinée a légiféré de la manière suivante sur la biodiversité et les espèces:

- La Loi Ordinaire L/2018/0049/AN du 20 juin 2018, « Portant Code de protection de la faune sauvage et réglementation de la chasse »
- L'Arrêté A/2019/5663/MEEF/CAB « Portant création, attributions et organisation de la coordination nationale des postes de contrôle de produits forestiers ligneux, non ligneux et fauniques »
- L'Arrêté A/2020/1591/MEEF/CAB/SGG, « Portant protection des espèces de faune et de flore sauvages en République de Guinée »

En outre, en 2020, le Gouvernement de Guinée a publié un plan national de protection des chimpanzés de l'Ouest pour la période 2020-2030 (MEEF, 2020).

Bien qu'il ne s'agisse pas d'un plan de rétablissement réglementé en République de Guinée, l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) a également publié un plan de rétablissement régional pour le chimpanzé occidental (UICN, 2020).

La République de Guinée est également signataire de plusieurs conventions internationales importantes, telles que la Convention sur la diversité biologique lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement tenue à Rio de Janeiro en juin 1992, qu'elle a ratifiée le 7 mai 1993. La République de Guinée est ainsi devenue le deuxième pays africain à signer la Convention et le 16e de toutes les parties contractantes.

En ratifiant cette Convention, la République de Guinée s'est engagée à adopter des mesures générales pour promouvoir la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, identifier et utiliser de manière durable les

composantes de cette biodiversité, et établir une politique de conservation de la biodiversité. Le principal organisme compétent en République de Guinée est le Département national pour la protection de la nature (DNPN) du MEDD, responsable de l'application de la Convention, qui est le point central de la politique nationale en matière de biodiversité.

Les principaux règlements de biodiversité mis en œuvre en République de Guinée sont les suivants :

- Plan d'actions national pour l'environnement et le développement durable (PNAE-DD)
- Plan de développement du secteur minier (PDSM)
- Déclaration de politique minière (DPM)
- Plan d'action forestier national (PAFN)
- Plan directeur de développement de la mangrove
- Programme d'étude du secteur énergétique
- Programme national de développement humain durable
- Plan d'action pour la promotion de la femme
- Programme-cadre pour la promotion de la décentralisation et des capacités de la société civile
- Programme-cadre de soutien aux initiatives de base

À ce jour, la République de Guinée a enregistré, au titre de la Convention sur la diversité biologique, quatre réserves de biosphère, dont les Monts Nimba (171 km<sup>2</sup>), Ziama (1 162 km<sup>2</sup>), Badiar (2 843 km<sup>2</sup>) et le Haut Niger (6 470 km<sup>2</sup>). Le cœur de la zone de biosphère de la montagne de Nimba comprend une partie de la chaîne de montagnes de Nimba (125 km<sup>2</sup>), la forêt classée de Bossou (3 km<sup>2</sup>) et la forêt classée de Déré (89 km<sup>2</sup>).

Outre la Convention sur la diversité biologique, la République de Guinée est également signataire de la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage, de la Convention de 1972 sur la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, de la Convention de coopération pour la protection et la mise en valeur du milieu marin et côtier de la région de l'Afrique occidentale et centrale. La République de Guinée a également signé, mais non ratifié, la Convention africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles, Organisation de l'unité africaine.

Le texte juridique essentiel, par lequel les conventions internationales sur la biodiversité et la protection des espèces, ont été transposées dans la législation guinéenne, est le *Code de protection de la faune sauvage et de réglementation de la chasse (La Loi Ordinaire L/2018/0049/AN du 20 juin 2018, portant de la faune sauvage et réglementation de la chasse)*. Ce Code définit le cadre juridique de la protection, de la conservation et de la gestion de la faune sauvage et de ses habitats et prévoit la reconnaissance du droit de chasse. Ce texte prévoit également certaines règles en matière de chasse et vise à promouvoir l'utilisation durable des espèces animales et à assurer leur durabilité pour la satisfaction des besoins humains. Ce Code et son interaction avec la législation relative à l'EIE sont actuellement la pierre angulaire de la protection et de la mise en valeur de la biodiversité en République de Guinée.

Le Code prévoit que des parcs nationaux, des réserves naturelles, des réserves ou sanctuaires spéciaux de la faune sauvage, des réserves de chasse et des zones de chasse peuvent être créés en République de Guinée afin d'assurer la sauvegarde et la gestion de la faune sauvage. Ces espaces sont dédiés à la conservation de la biodiversité, de la faune, des paysages et des formations géologiques qui ont une valeur scientifique ou esthétique particulière. Des contrôles stricts sont généralement mis en œuvre pour préserver les habitats et les espèces. Il est interdit, sauf dans des cas inhabituels, de capturer des animaux, d'endommager des tanières, de ramasser des œufs, de détruire la végétation de quelque façon que ce soit, de voyager hors route, de se garer en dehors des aires de stationnement désignées, d'avoir

des armes, de survoler à basse altitude ou d'utiliser les terres pour l'agriculture, le pâturage, la foresterie ou l'exploitation minière.

L'article 40 de ce Code dispose que toute activité susceptible de porter atteinte à l'intégrité physique ou à l'équilibre écologique des parcs nationaux, des réserves naturelles, des sanctuaires de faune ou des réserves de chasse doit être précédée, avant le début des travaux, d'une étude des incidences sur l'environnement.

Le Code est appuyé par une politique nationale sur la faune, qui fixe des objectifs de sauvegarde et un plan d'action pour la conservation, la réhabilitation et le développement.

En outre, le Code prévoit que certaines espèces de faune et de flore constituent une ressource nationale qui doit être protégée. Il énumère les espèces qui doivent être totalement ou partiellement protégées. Les espèces totalement protégées ne peuvent être chassées, capturées ou exportées que sous licence scientifique délivrée par le gouvernement guinéen. Les chimpanzés sont inclus dans la liste des espèces protégées. Pour les espèces qui ne relèvent pas d'un régime de protection spécifique, les chasseurs doivent respecter les règles de la chasse et obtenir un permis de chasse valide entre le 15 décembre et le 30 avril de l'année suivante entre le lever et le coucher du soleil. La chasse, la capture ou le maintien en captivité d'une espèce protégée sont passibles d'une peine privative de liberté de six mois à un an et/ou une amende de 40 000 à 80 000 francs guinéens.

La protection de la biodiversité en République de Guinée est encore renforcée par l'interaction entre la protection des espèces et des paysages dans le cadre du *Code de protection de la faune sauvage et de la réglementation de la chasse* et de la législation forestière et, dans le cas du *Code forestier*. En République de Guinée, il y a 162 forêts classées qui représentent 4,8 % de la superficie totale du pays.

En plus de ces différents codes, le cadre réglementaire guinéen comprend plusieurs Décrets assurant la mise en œuvre du code de l'environnement, du code minier et des autres lois ci-dessus cités qui doivent par conséquent aussi servir de référence à la mise en œuvre du présent projet.

Ces différents Décrets et Arrêtés servent soit à encadrer l'exécution du projet pour encadrer l'EIES pour qu'elle soit conduite selon les règles de l'art. Les principaux textes, dont des détails sont donnés en Annexe 1B, sont :

- **Le Décret 014/PRG/SGG du 17 janvier 2014** : Ce décret porte adoption d'une directive de réalisation d'une étude d'impact environnemental et social des opérations minières.
- **Le Décret D/2019/N°263/PRG/SGG du 6 septembre 2019** : Ce décret fixe les règles régissant le contenu local dans le cadre de la mise en œuvre des projets publics et privés en république de Guinée, afin de favoriser.
- **Décret D/2017/285/PRG/SGG du 31 octobre 2017 portant modalité de constitution et de gestion du Fond de Développement Economique Local (FODEL) et l'Arrêté conjoint AC/2019/1570/MMG/MATD/MEF du 30 avril 2019** : Le FODEL est créé pour soutenir la création d'infrastructure de base, des activités génératrices d'emploi et de revenus ainsi que la mise en œuvre des plans de développement local des collectivités locales concernées.

Ce fond est alimenté par la contribution au développement local payée par toutes les entreprises minières.

Les textes d'applications les plus pertinents de ces arrêtés qui sont en lien avec le presents projet sont identifiés ci-dessous:

- **L'Arrêté A/1595/MEDD/CAB/SGG du 05 mai 2024** : Portant procédures Administratives d'Evaluation Environnementale en République de Guinée.

En mai 2023, le gouvernement de transition de la République de Guinée, par l'intermédiaire du MEDD, a signé l'arrêté A/2023/1595/MEDD/CAB/SGG qui fixe les procedures daministratives des évaluations environnementales en Guinée. Ce texte reprend et complète les principaux articles de la précédente norme en la matière. Il définit les modalités, les contenus et les couts indicatifs inhérents aux procédures de réalisation et de validation des rapports d'EIES et d'Audit ainsi que les delais requis.

## 1B.5 La Procédure Administrative d'Évaluations Environnementales

Le Titre II de l'Arrêté A/2023/1595/MEDD/CAB/SGG définit la procédure administrative d'évaluations environnementales. Les sujets suivants sont traités dans sept chapitres :

- Le Chapitre 1 énonce les exigences liées à la préparation d'une étude environnementale stratégique (EES).
- Le Chapitre 2 porte sur l'élaboration d'un cadre de gestion environnementale et sociale qui est élaboré selon le même processus que l'EES.
- Le Chapitre 3 détaille les exigences d'une étude d'impact environnemental et social (EIES) à laquelle Simfer est soumise dans le cadre du Projet Simandou.
- Le Chapitre 4 définit les exigences en matière d'audit environnementale et sociale.
- Le Chapitre 5 décrit les conditions de validité, d'annulation et de retrait de l'autorisation environnementale, du certificat de conformité environnementale et du certificat d'audit environnemental.
- Le Chapitre 6 décrit les étapes de la publication du rapport d'étude environnementale.
- Le Chapitre 7 identifie les coûts inhérents à la procédure environnemental.

Au Chapitre 3 de l'article 15, quatre Catégories de projets sont identifiées comme suit :

- **Catégorie A** : Les projets ou activités à risque élevé et susceptibles d'avoir des impacts et/ou risques très négatifs, généralement irréversibles, le plus souvent ressentis dans une zone plus vaste que les sites faisant l'objet de ces projets. Ces projets sont soumis à une Etude d'Impact Environnemental et Social détaillée (EIES).
- **Catégorie B** : Les projets ou activités à risque important et dont les impacts négatifs sur l'environnement sont moins graves que ceux des projets de la catégorie A. Ce sont des projets pouvant avoir des impacts facilement identifiables et limités et dont les moyens de leur atténuation sont généralement connus. Ces projets sont soumis à une Etude d'Impact Environnemental et Social Simplifiée ou Notice d'Impact Environnemental et Social (NIES).
- **Catégorie C** : Les projets ou activités à risque modéré voire faible et dont les impacts négatifs sont mineurs, sur l'environnement biophysique et humain. Ces projets font l'objet de prescriptions environnementales et sociales.
- **Catégorie D** : Les projets ou activités dont les impacts négatifs sont insignifiants, sur l'environnement biophysique et humain. Ces projets sont mis en œuvre sans mesures spécifiques.

Le Projet Simandou de Simfer est classé dans la catégorie A et fait l'objet d'une EIES détaillée. Les étapes à suivre de l'EIES telles qu'identifiées à l'Article 16 sont les suivantes :

- L'avis de projet
- Le tri préliminaire
- L'élaboration du cadrage (scoping) et des Termes de Référence



- La réalisation de l'étude
- L'examen/analyse du rapport
- La prise de décision
- La mise en œuvre
- La surveillance et suivi environnemental, et le contrôle

Les termes de référence (TDRs) doivent être approuvés par le ministère de l'Environnement. Dans les 10 jours ouvrables suivant la date de réception, l'Agence Guinéenne d'Études Environnementales (l'AGEE)<sup>1</sup> à travers le Comité Technique d'Analyse Environnementale (CTAE)<sup>2</sup> examine les TDR, puis transmet son avis au ministère de l'Environnement (article 18). L'examen des TDR peut exiger que l'AGEE visite le site du projet et mène une consultation publique limitée avant la délivrance d'une approbation des TDR. Le Ministère responsable de l'Environnement doit, dans les sept (7) jours suivant la date d'acceptation de l'avis de l'AGEE, répondre au promoteur ou à son mandataire.

Une analyse de recevabilité est effectuée sur la base de la conformité des clauses de référence, avant l'examen de l'EIES par l'AGEE à travers le Comité Technique d'analyse environnementale (CTAE).

L'article 24 définit le contenu minimale d'un rapport de l'EIES détaillée comme suit:

- Un résumé non technique qui donne une synthèse succincte des renseignements fournis au titre des chapitres allant de la description du projet au Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES)
- Une introduction qui présente les grandes lignes du rapport
- Le contexte et la justification du projet, les objectifs et résultats attendus du projet
- Une présentation de la méthodologie
- Une description et analyse comparative des solutions de rechange
- Une description des différentes variantes possibles de réalisation du projet en termes de localisation géographique (site, corridor, zone), de disponibilités technologiques (procédés, modes d'exploitation) ou de techniques opérationnelles, ainsi qu'une comparaison de ces variantes et la justification de la variante retenue
- Une description complète du projet, comprenant les activités, les aménagements connexes et les travaux prévus pendant les phases de construction, d'exploitation et de fermeture, ainsi qu'une description des rejets, incluant les équipements et les installations qui leur sont associés. Cette description comprend aussi une estimation des coûts du projet et le calendrier de réalisation selon les différentes phases, la détermination des limites géographiques de la zone du projet.
- Une analyse du cadre, politique, juridique et institutionnel du projet
- Une analyse de l'état initial du site et de son environnement : collecte de données de base sur les ressources en eau, le sol, l'air, les changements climatiques, la flore, la faune, la diversité-biologique, les paramètres physicochimiques, microbiologiques, des conditions socio-économiques, les sites d'héritage culturels et archéologiques etc.
- Une description des mesures et initiative en matière d'adaptation et de résilience au changement climatique et d'atténuation de ses effets sur la biodiversité, particulièrement les espèces menacées ou en déclin et leurs habitats
- Les résultats des consultations publiques avec une description des méthodes et processus appliqués

---

<sup>1</sup> L'Agence Guinéenne d'Études Environnementales (AGEE) procède à l'examen de l'EIES avec le soutien du CTAE.

<sup>2</sup> Comité technique d'analyse environnementale (CTAE) (comité interministériel chargé d'assister le ministère de l'Environnement dans l'analyse et l'approbation du mandat et des rapports EIES (Arrêté n° 03182, 2010).



- Identification et évaluation des risques et impacts environnementaux et sociaux (positifs ou négatifs ; directs, indirects ou cumulatifs à court, moyen et à long terme) liés à la mise en œuvre du projet suivant ses différentes phases
- Evaluation des émissions de gaz à effet de serre
- Evaluation des pertes de biodiversité et des services écosystémiques conformément à la hiérarchie des atténuations (éviter, atténuer, compenser et assurer un gain net)
- Les effets sur le Genre et les personnes vulnérables
- Evaluation des effets cumulatifs sur les principales composantes valorisées
- Une proposition des mesures d'atténuation et de compensation des risques et impacts négatifs et bonification des impacts positifs ainsi que des mesures spécifiques à la réduction des gaz à effet de serre et à l'adaptation
- Elaboration des mesures de compensations des pertes de biodiversité si possible sous forme d'offset
- Un plan d'engagement des Parties Prenantes
- Le mécanisme de gestion des plaintes
- Un PGES qui comprend un programme d'atténuation et/ou de bonification des impacts, un programme de surveillance environnementale, un programme du suivi environnemental, un programme de renforcement des capacités des acteurs et une synthèse des coûts des différents programmes
- Un Plan d'Action de Réinstallation et de Compensation si nécessaire
- Un Plan de Réhabilitation et de Fermeture
- Un Plan de Gestion des risques, dangers, Catastrophes et des Urgences Environnementales
- Un plan de Gestion des Déchets
- Un Plan de Gestion de l'héritage culturel ainsi que tous autres plans associés
- Une conclusion générale de l'étude

Les annexes sont composés des documents complémentaires (les termes de référence de l'EIE et/ou des études complémentaires, les procès-verbaux de consultation publique) élaborés dans le cadre de l'Etude d'Impact Environnemental et Social, les cartes, les dessins, les images, les résultats de laboratoire, les rapports photographiques et les articles jugés importants pour la compréhension du travail; les Références bibliographiques; les références professionnelles des experts clés ayant réalisés les différentes parties de l'Etude , etc.

Le PGES résultant de l'EIES est considéré comme le cahier des charges environnementale et sociale (CCES) du promoteur et est couvert par l'Article 23. A cet effet, les entreprises adjudicataires à travers le promoteur, doivent soumettre à l'AGEE et au ministère de tutelle un PGES chantier pour approbation avant le début des activités.

Le promoteur est tenu de transmettre au Ministre en charge de l'Environnement avec ampliation à l'AGEE et au Ministère de tutelle, les rapports périodiques semestriels d'exécution dudit PGES. Ce rapport présente les résultats de surveillance et suivi réalisés par les entreprises, les bureaux de contrôle des travaux ainsi que de l'entité responsable des questions environnementales et/ou sociales du promoteur.

L'AGEE et le Ministère de tutelle exercent le contrôle environnemental et social de la mise en œuvre du PGES (appelé aussi Suivi PGES). L'AGEE rend compte de ce contrôle (suivi PGES) au Ministre en charge de l'Environnement.

L'AGEE est appuyée dans sa mission de suivi de mise en œuvre des PGES par des Comités Préfectoraux de Suivi Environnemental et Social (CPSES), mis en place par arrêté du Ministre en Charge de l'Environnement.

La mission attribuée au CPSES est d'assurer un suivi de proximité pour certaines composantes environnementales et sociales, ainsi que la gestion des plaintes et la prévention des conflits liés aux projets des entreprises en activités sur leurs territoires.

**L'Arrêté A/2015/342/MIPMEPSP/CAB du 27 février 2015**

Cet arrêté homologue 6 normes relatives à la protection de l'environnement sur l'ensemble du territoire national. Il tient compte des directives de l'IFC et des normes environnementales de l'union européenne. Ce sont

- Rejet de polluants atmosphériques (NG 09-01-011:2012 / CNQ:2004)
- Lignes directrices pour l'audit des systèmes de gestion de la qualité et/ou de gestion environnementale (NG 0905002:2012 / ISO 19011:2002)
- Procédures d'inspection environnementale pour les installations industrielles et commerciales (NG 0901013:2012 / CNQ:2004)
- Systèmes de gestion environnementales - Exigences et lignes directrices pour leur utilisation (NG 0905001:2012 / ISO 14001:2004)
- Limites maximales d'exposition à certaines substances chimiques et au bruit sur le lieu de travail (NG 0901012:2012 / CNQ:2004)
- Rejet des eaux usées (NG 09-01-010:2012 / CNQ:2004)

Ensemble, ces lignes directrices et ces normes établiront un ensemble d'exigences régissant la conception et l'exploitation du Projet Simandou de manière à protéger l'environnement et la société des impacts négatifs tout en maximisant les bénéfices tout au long de la durée de vie du Projet.

**L'Arrêté A/2022/1647/MEDD/CAB/SGG du 25 juillet 2022**

Fixe les conditions d'octroi d'agrément pour la réalisation d'une évaluation environnementale. Il autorise toute personne physique ou morale d'évaluer de manière méthodique les conséquences environnementales et sociales d'une politique, d'un plan, d'un programme ou d'un projet et de s'assurer que ces conséquences sont dûment prises en compte dans la conception de la politique, du plan, du programme ou du projet.

**L'Arrêté 03/8003/PRG/SGG du 21 octobre 1993**

Enumère toutes les activités industrielles pour lesquelles une autorisation intégrée est requise.

**L'Arrêté 03/8003/PRG/SGG du 21 octobre 1993**

Fixant la nomenclature technique des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**L'Arrêté conjoint N°93/8993/PRG/SGG du 11 octobre 1993**

Fixe la nomenclature technique des installations classées pour la protection de l'environnement. Il dresse une liste de toutes les installations classées assujetties à la procédure d'étude d'impact sur l'environnement, indique les inconvénients et détermine la classe correspondante (1ère classe pour les plus polluantes et 2ème classe pour les moins polluantes). Toutes les installations classées en 1ère classe doivent faire l'objet d'une étude d'impact sur l'environnement avant leur implantation.

**L'Arrêté 1392/MASE/DNTLS/90 du 15 mai relatif au travail des femmes et particulièrement des femmes enceintes****1B.6 Esquisse du cadre juridique international relatif au projet**

Dans le cas spécifique du projet Simandou, le cadre juridique international comprend non seulement les conventions et traités signés et ratifiés par la République de Guinée, mais aussi les différentes normes et conventions de projets élaborées ou acceptées par Rio Tinto et ses partenaires guinéens et étrangers (appelées conventions et normes du

projet) dans le cadre du projet Simandou qui est un projet dépassant le cadre national par ses implications politiques et financières.

### 1B.6.1 Conventions du projet

Depuis l'approbation des études d'impact environnemental et social en 2013, (mises à jour en 2023), deux importantes conventions ont été conclues et forment le cadre d'investissement qui supporte le développement du Projet Simandou y compris la fosse de Ouéléba Nord :

- **La Convention de Base Amendée et Consolidée (CBAC)** - il s'agit de la convention minière conclue entre Simfer S.A., Rio Tinto Mining & Exploration Ltd et l'Etat qui est assortie à la concession minière de recherche et d'exploitation de minerai de fer octroyée par l'Etat à Simfer S.A et gouverne le Projet.
- **Convention BOT (Build-Operate-Transfer) de Simandou** - il s'agit d'un accord entre l'Etat, diverses entités du groupe Rio Tinto (dont Simfer S.A.) et diverses autres parties, en vue de la construction, la détention et l'exploitation des infrastructures ferroviaires et portuaires nécessaire à l'évacuation du minerai de fer du Projet. La Convention BOT envisageait un port en eau profonde dans la préfecture de Forécariah sur la côte guinéenne, un chemin de fer trans-guinéen reliant le projet minier au port, et les infrastructures associées.

Ces deux conventions, appelées « **Conventions du Projet** » pour les besoins de la présente EIES, ont été conclues le 26 mai 2014, puis ratifiées par l'Assemblée nationale et sont entrées en vigueur le 18 août 2014. Dès 2014, le projet d'infrastructure devait être conçu et exploité comme un système multi-utilisateur et multi-usages.

Les conventions du Projet décrivent, entre autres, les standards du projet qui serviront à la mise en œuvre du Projet.

### 1B.6.2 Normes du Projet

Rio Tinto Simfer s'est engagé à mener ses activités dans le respect des législations et des exigences réglementaires guinéennes, ainsi que des normes internationales et des bonnes pratiques en matière de préservation de l'environnement et de santé et de sécurité humaines.

Les Conventions du Projet (section 1.6.2) décrivent les normes du Projet qui seront adoptés par le Projet : Les Normes du projet se réfèrent aux bonnes pratiques internationales en matière de gouvernance d'entreprise, d'éthique des affaires, de durabilité et de transparence, à toutes les lois internationales applicables et à la législation en vigueur quant à ces questions. Les éléments suivants sont identifiés comme Normes du Projet dans la Convention de base amendée et consolidée :

- Politiques et normes de Rio Tinto relatives à la santé, à la sécurité, à l'environnement et aux communautés
- Principes de l'Équateur IV (Equator Principles Association, 2020)
- Normes de performance sur la durabilité sociale et environnementale de la Société Financière Internationale (SFI, 2012)
- Les principes volontaires sur la sécurité et les droits humains (Initiative sur les principes volontaires, 2021)
- Initiative de partenariat contre la corruption du Forum économique mondial (PACI ; FEM, 2021)
- Les Principes de Transparency International pour la lutte contre la corruption (Transparency International, 2013)
- La norme de l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE) (ITIE, 2023)
- Principes et orientations requis par les membres du Conseil international des mines et des métaux (ICMM), dont Rio Tinto est un membre fondateur (ICMM, 2019a, b, c ; 2020 ; 2021a, b, c)

Les politiques et normes SSEC de Rio Tinto, les principes de l'Équateur, les normes de performance de la SFI et les principes miniers de l'ICMM sont décrits plus en détail ci-dessous.

**1B.6.2.1 Normes et politiques SSEC de Rio Tinto**

Le cadre des politiques d'entreprise de Rio Tinto est fourni par le code mondial de conduite professionnelle de Rio Tinto, dont une copie figure à l'annexe 1C : « Notre approche de l'entreprise » - Code mondial de conduite professionnelle de Rio Tinto. Ce cadre est un ensemble de principes clairs et simples à appliquer à l'ensemble des activités de Rio Tinto. *Notre approche de l'entreprise* décrit la manière dont la finalité et la stratégie de l'entreprise sont mises en œuvre et indique clairement comment Rio Tinto doit se comporter conformément à ses valeurs de bienveillance, de courage et de curiosité. Elle exige de l'entreprise qu'elle adhère à des normes rigoureuses de gouvernance d'entreprise et qu'elle contribue au développement durable. Les efforts de Rio Tinto en matière de développement durable (notamment la prospérité économique, le bien-être social, la gestion de l'environnement et des systèmes de gouvernance et d'intégrité solides) constituent le cadre dans lequel l'entreprise opère.

Dans ce cadre, les politiques et normes Rio Tinto applicables au projet sont les suivants :

<ul style="list-style-type: none"> <li>• The Way We Work (2023)</li> <li>• Norme d'intégrité commerciale (2021)</li> <li>• Politique d'emplois</li> <li>• Politique relative à l'inclusion et à la diversité (2018)</li> <li>• Système de gestion de Rio Tinto (2014)</li> <li>• Politique relative à la santé, la sécurité, l'environnement et les communautés (SSEC) (2018)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Norme D3 - Gestion des risques géotechniques liés aux pentes (2019)</li> <li>• Norme D5 - Gestion des installations de stockage des résidus et des eaux v1.2 (2021)</li> <li>• Norme D6 - Sécurité des processus (2015)</li> <li>• Norme D7 - Sécurité fonctionnelle (2019)</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Norme de performance sociale et communautaire (2022)</li> <li>• Politique des droits de l'homme (2022)</li> <li>• Déclaration sur l'esclavage moderne et la traite des êtres humains (2022)</li> <li>• Politique de gestion des risques (2019)</li> <li>• Norme de gestion des risques (2019)</li> <li>• Norme de fermeture d'installations (2021)</li> <li>• Norme de sécurité (2020)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Norme E11 - Protection de la qualité de l'eau et gestion de l'eau (2017)</li> <li>• Norme E12 - Protection de la qualité de l'air (2017)</li> <li>• Norme E13 - Gestion des déchets minéraux chimiquement réactifs (2017)</li> <li>• Norme E14 - Gestion et réhabilitation foncières (2017)</li> <li>• Norme E15 - Gestion des matières dangereuses et des déchets non minéraux (2017)</li> <li>• Norme E16 - Protection de la biodiversité et gestion des ressources naturelles (2017)</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Norme C1 - Isolation (2015)</li> <li>• Norme C2 - Sécurité électrique (2015)</li> <li>• Norme C3 - Véhicules et conduite (2015)</li> <li>• Norme C4 - Travail en hauteur (2015)</li> <li>• Standard C5 - Espaces confinés (2015)</li> <li>• Norme C6 - Grues et levage (2015)</li> <li>• Norme C7 - Sécurité aérienne (2020)</li> <li>• Norme C8 - Explosifs (2018)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Norme H1 - Contrôle de l'exposition aux produits chimiques et aux substances dangereuses (2015)</li> <li>• Norme H2 - Contrôle de l'exposition au bruit (2015)</li> <li>• Norme H3 - Gestion de l'ergonomie des tâches manuelles et du lieu de travail (2015)</li> <li>• Norme H4 - Aptitude au travail dans les emplois critiques pour la sécurité (2015)</li> <li>• Norme H5 - Contrôle des maladies infectieuses et à transmission vectorielle (2015)</li> <li>• Norme H6 - Contrôle de l'exposition aux rayonnements (2015)</li> </ul>

Une liste complète et un accès à tous les documents pertinents et mis à jour sont disponibles sur le site web de Rio Tinto.<sup>3</sup>

<sup>3</sup> Available at <https://www.riotinto.com/sustainability/policies>.

Les normes et les politiques SSEC de Rio Tinto décrites ci-dessus s'appliquent à tous les projets Rio Tinto et le respect de ces normes est obligatoire. Les fournisseurs et les entrepreneurs qui participent à la conception et à la construction du projet doivent se conformer à ces normes. Les normes énoncent des exigences minimales en matière de conduite professionnelle et sont régulièrement révisées pour tenir compte des enseignements tirés de leur mise en œuvre et les aligner en permanence sur les bonnes pratiques internationales.

Rio Tinto participe également à plusieurs accords volontaires internationaux, notamment :

- Initiative pour la transparence des industries extractives
- Principes de responsabilité sociale de Sullivan
- Charte de la Chambre de commerce internationale pour le développement durable
- Cadre de développement durable du Conseil international des mines et métaux
- Déclaration de Organisation internationale du travail (OIT) relative aux principes et droits fondamentaux au travail
- Organisation internationale du travail Convention 169 : relative aux peuples indigènes et tribaux dans les pays indépendants
- Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales
- Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales
- Les Directives de l'OCDE pour des chaînes logistiques responsables
- Transparency International - Principes commerciaux de lutte contre la corruption
- Pacte mondial des Nations Unies
- Déclaration universelle des droits de l'homme
- Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits humains
- Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'Homme
- Forum économique mondial - Initiative mondiale pour une entreprise citoyenne - Déclaration du PDG
- Forum économique mondial - Initiative Partenariat contre la corruption (PACI) - Principes de lutte contre la corruption

Ces normes nationales, internationales et d'entreprise établissent un ensemble d'exigences que la conception et l'exploitation du Projet Simandou devront respecter afin de protéger l'environnement et la société contre les impacts négatifs et de maximiser les avantages par la conception, la construction, l'exploitation et la fermeture. En fonction de l'évolution du projet, les normes de plus rigoureuses seront appliquées pour une meilleure prise en compte des préoccupations environnementales de toutes parties concernées.

Ces conventions et normes de projet sont encadrées par l'ensemble des conventions et traités régionaux et internationaux signés et ratifiés par la République de Guinée et s'applique particulièrement au présent projet de fosse de Ouéléba Nord. Les plus pertinents sont énumérés ci-dessous. (Dans tous les cas le projet se conformera à tous les traités qui s'appliquent dans le cadre des activités du présent projet).

#### **1B.6.2.2 Principes de l'Équateur**

Les Principes de l'Équateur constituent un cadre lors de l'évaluation et gestion des risques environnementaux et sociaux des projets financés par les établissements financiers appliquant les principes de l'Équateur (EPFI). Les Principes de l'Équateur sont mis à jour périodiquement ; avec les principes de l'Équateur III publiés en juin 2013 et la plus récente mise à jour (principes de l'Équateur IV) publiée en juillet 2020 (Association des principes de l'Équateur, 2020).

Les Principes de l'Équateur s'appliquent au Projet et plusieurs mises à jour récentes sont parues après que l'EIES de la mine a été élaborée et approuvée, en février 2013. Les exigences complémentaires qui ont été ajoutées aux principes de l'Équateur les plus récents sont les suivantes :

- Réalisation d'une diligence raisonnable en matière de droits humains conforme aux principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme des Nations Unies ;
- Réalisation d'une évaluation des risques liés au changement climatique qui évalue la transition potentielle et les risques physiques du projet, conformément aux recommandations du groupe de travail sur les divulgations financières liées au climat (TCFD) ;
- Pour les projets dont les émissions combinées du scope 1 et du scope 2 sont de 100 000 tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub> (éq CO<sub>2</sub>) par an, effectuer une analyse alternative des solutions plus écologiques, et déclarer les niveaux d'émissions annuels et le ratio d'efficacité en GES du projet.

En outre, les promoteurs des Principes de l'Équateur sont encouragés à partager les données commerciales non sensibles sur la biodiversité propre au projet avec le système mondial d'information sur la biodiversité (GBIF) et les référentiels de données nationaux et mondiaux pertinents en utilisant des formats et conditions permettant d'accéder à ces données et de les réutiliser dans les décisions et les applications de recherche futures.

#### **1B.6.2.3 Normes de performance sur la Durabilité sociale et environnementale de la SFI**

Les normes et directives de la SFI (SFI, 2012) applicables au Projet Simandou de Rio Tinto sont les suivantes :

- Norme de performance 1 : Évaluation et gestion des risques et impacts environnementaux et sociaux
- Norme de performance 2 : Main d'œuvre et conditions de travail
- Norme de performance 3 : Utilisation rationnelle des ressources et prévention de la pollution
- Norme de performance 4 : Santé, sécurité et sûreté des communautés
- Norme de performance 5 : Acquisition foncière et réinstallation involontaire
- Norme de performance 6 : Préservation de la biodiversité et gestion durable des ressources naturelles vivantes
- Norme de performance 8 : Patrimoine culturel
- Politique d'accès à l'information de la SFI
- Directives relatives à l'environnement, la santé et la sécurité (ESS) de la SFI<sup>2</sup>, notamment :
  - Directives générales ESS (SFI, 2007a)
  - Directives ESS sectorielles relatives à l'exploitation minière, aux chemins de fer, aux routes, aux ports, à l'électricité, à la gestion des déchets et à l'extraction des matériaux de construction (SFI, 2007b ; SFI, 2007c ; SFI, 2007d ; SFI, 2017)
  - Divers notes et guides de bonnes pratiques
- Principes volontaires sur la sécurité et les Droits de l'Homme (The Voluntary Principles Initiative, 2021)
- Initiative de partenariat contre la corruption du Forum économique mondial (PACI ; WEF, 2021)
- Principes de Transparency International relatifs à la lutte contre la corruption (Transparency International, 2013)
- Norme de l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE, 2023)
- Principes et orientations exigés par les membres du Conseil international des mines et métaux (CIMM), dont Rio Tinto est un membre fondateur. En voici quelques-uns :
  - Rapports sur l'eau : Guide de bonnes pratiques (2e édition) (CIMM, 2021a)
  - Indicateurs de performance en matière de santé et de sécurité : Orientations (CIMM, 2021b)
  - Indicateurs clés de performance : Outil de fermeture (ICMM, 2020)

- Traitement et résolution des préoccupations et griefs au niveau local : Les Droits de l'homme dans le secteur des mines et des métaux (ICMM, 2019a)
- S'adapter au changement climatique : Renforcer la résilience dans l'industrie minière et métallurgique (CIMM, 2019b)
- Fermeture intégrée des mines : Guide de bonnes pratiques (2e édition) (CIMM, 2019a)
- Acquisition de terres et réinstallation : Leçons retenues (ICMM, 2015)

La norme de performance 7 de la SFI sur les populations autochtones ne s'applique pas car il n'y a pas de populations autochtones identifiées (telles que définies dans la norme de performance 7) dans la zone du Projet.

Les normes de performance de la SFI ont été mises à jour par la SFI en 2012, ce qui a entraîné des changements dans certaines exigences du processus d'étude des impacts et de définition des engagements d'atténuation. La pertinence des normes de performance de la SFI pour le Projet Simandou est résumée à l'annexe 1D : Applicabilité des normes de performance de la SFI.

#### **1B.6.2.4 Conseil international des mines et métaux**

Les principes miniers de l'ICMM décrivent les attentes en matière de performance dans les domaines suivants : éthique des affaires, prise de décision, droits humains, gestion des risques, santé et sécurité, performance environnementale, biodiversité, production responsable, performance sociale et engagement des parties prenantes. Tous les aspects pertinents des Principes de l'ICMM, tels qu'ils se rapportent au projet, seront appliqués. Les attentes en matière de performance du principe relatif à la performance environnementale (principe 6) et du principe relatif à la conservation de la biodiversité (principe 7) sont soulignées ci-dessous.

##### **Principe 6 : Attentes en matière de performance :**

- 6.1 : Planifier la fermeture - Planifier et concevoir la fermeture en consultation avec les autorités compétentes et les parties prenantes, mettre en œuvre des mesures pour traiter les aspects environnementaux et sociaux liés à la fermeture, et prendre des dispositions financières pour permettre la réalisation des engagements convenus en matière de fermeture et de post-fermeture.
- 6.2 : Mettre en œuvre des pratiques de gestion de l'eau - Mettre en œuvre des pratiques de gestion de l'eau qui permettent une gouvernance rigoureuse et transparente de l'eau, une gestion efficace et judicieuse de l'eau lors des opérations et une collaboration avec les parties prenantes au niveau du bassin versant afin de parvenir à une utilisation responsable et durable de l'eau.
- 6.3 : Gérer efficacement les résidus - Étant donné qu'il n'y a pas de résidus associés au projet, cette attente en matière de performance est présentée ici uniquement à des fins d'exhaustivité.
- 6.4 : Prévenir la pollution et gérer les rejets et les déchets - Appliquer la hiérarchie des mesures d'atténuation pour prévenir la pollution, gérer les rejets et les déchets, et traiter les impacts potentiels sur la santé humaine et l'environnement.
- 6.5 : Améliorer l'efficacité énergétique et réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) - Mettre en œuvre des mesures visant à améliorer l'efficacité énergétique et à contribuer à un avenir à faible émission de carbone, et rendre compte des résultats sur la base de protocoles internationalement reconnus pour mesurer les émissions d'équivalent CO<sub>2</sub> (GES).



**Principe 7 : Attentes en matière de performance :**

- 7.1 : Éviter les sites du patrimoine mondial et respecter les zones protégées légalement désignées - Ne pas explorer ni développer de nouvelles mines dans les sites du patrimoine mondial, respecter les zones protégées légalement désignées, et concevoir et exploiter toute nouvelle opération ou modification des opérations existantes de manière à ce qu'elles soient compatibles avec la valeur pour laquelle ces zones ont été désignées.
- 7.2 : Appliquer la hiérarchie des mesures d'atténuation avec l'ambition d'éviter toute perte nette. Évaluer et traiter les risques et les impacts sur la biodiversité et les services écosystémiques par la mise en œuvre de la hiérarchie d'atténuation, avec l'ambition de parvenir à une absence de perte nette de biodiversité.

Les dernières mises à jour ou révisions des différents documents d'orientation de l'ICMM pour l'amélioration des performances environnementales et sociales s'appliqueront au Projet Simandou de Rio Tinto. Les plus pertinentes sont :

- Rapports sur l'eau : Guide des bonnes pratiques (2e édition) (ICMM, 2021a)
- Hygiène et Sécurité Indicateurs de performance : Orientations (ICMM, 2021b)
- Indicateurs clés de performance : Outil de fermeture (ICMM, 2020)
- Traitement et règlement des préoccupations et griefs au niveau local : Droits humains dans le secteur minier et métallurgique (ICMM, 2019a)
- S'adapter au changement climatique : Bâtir la résilience de l'industrie minière et métallurgique (ICMM, 2019b)
- Fermeture intégrée de la mine : Guide des bonnes pratiques, 2e édition (ICMM, 2019c)
- Acquisition de terres et réinstallation : Enseignements tirés (ICMM, 2015)
- Énoncé de position sur la nature (ICMM, 2024)

Le ICMM a également publié récemment une Déclaration de position sur la nature décrivant ses engagements pour contribuer à un avenir favorable à la nature (ICMM, 2024). Ces engagements s'alignent sur les objectifs 2030 du Cadre mondial pour la biodiversité (GBF) de Kunming-Montréal et sur les principes plus larges du ICMM concernant les Droits des Peuples autochtones, le changement climatique, la gestion de l'eau et les Droits Humains. Les membres du ICMM s'engagent à adhérer à des actions spécifiques qui préservent les zones protégées légalement désignées et à veiller à ce que les exploitations n'entrent pas en conflit avec ces objectifs. En outre, les membres s'engagent à s'abstenir de toute activité d'exploration ou d'exploitation minière dans les sites du patrimoine mondial de l'UNESCO et à prendre toutes les mesures raisonnables pour sauvegarder la valeur universelle exceptionnelle et l'intégrité de ces sites, même en cas d'exploitation adjacente ou préexistante. Ces engagements reflètent l'intégration du Développement durable dans l'industrie minière par le biais d'une collaboration et de pratiques innovantes.

Les engagements du ICMM dans la Déclaration de position sur la nature peuvent être classés en trois domaines clés : les exploitations directes, les chaînes de valeur et les aménagements paysagers. Pour les exploitations directes, les membres du ICMM donnent la priorité à la bonne gestion des terres et ressources naturelles opérationnelles afin de générer des résultats positifs pour les écosystèmes et les communautés. Ces engagements s'étendent également aux paysages échappant au contrôle opérationnel et aux segments en amont et en aval de la chaîne de valeur. Les entreprises membres sont censées intégrer ces engagements aux exigences réglementaires et aux plans de fermeture spécifiques à leurs sites, en veillant à ce que leurs pratiques de gestion soient conformes à la vision positive de la nature du ICMM. Comme ces lignes directrices fournissent un cadre pour les exploitations en mettant l'accent sur la préservation de la biodiversité, elles constituent un point de référence essentiel pour la performance environnementale et sociale des projets d'exploitation minière.



**1B.6.2.5 Autres Obligations et engagements internationaux**

Outre ses lois nationales et les conventions et normes de ce projet, la République de Guinée est signataire de plusieurs conventions internationales et accords régionaux sur les questions environnementales et sociales (voir Tableau 1B.1), qui ont contribué à façonner et à influencer l'élaboration des politiques, directives et réglementations applicables au Projet.

**Tableau IB.1 Principales conventions internationales et accords régionaux signés par la République de Guinée**

Convention	Date de ratification/ adhésion	Objectifs clés	Liens avec le projet
Convention-cadre sur les changements climatiques	La Guinée a ratifié la Convention en mai 1993 et elle est entrée en vigueur en mars 1994.	Depuis 1992, 192 pays à travers le monde ont adhéré à un traité international, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui établit des objectifs généraux et des règles pour faire face aux changements climatiques. L'objectif ultime de la Convention est de stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation dangereuse du système climatique par l'homme. La Convention dispose que les pays doivent atteindre les objectifs de la Convention principalement par le biais de mesures nationales.	Les émissions de gaz à effet de serre pourraient provenir des groupes électrogènes, de la Circulation des véhicules et engins de chantiers, contribuant ainsi au changement climatique. Le projet encouragera les mesures de contrôle des émissions de gaz à effet de serre par la mise en œuvre d'un plan de gestion des gaz à effet de serre et de l'efficacité énergétique.
Du Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques	La Guinée a ratifié le Protocole de Kyoto en septembre 2000. Il est entré en vigueur en février 2005.	Ce Protocole a été ratifié par le gouvernement guinéen en 2000 et est entré en vigueur en février 2005. La Guinée n'est pas Partie visée à l'Annexe I du Protocole et ne doit donc pas, à l'heure actuelle, atteindre un objectif spécifique de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Il n'existe actuellement aucune législation spécifique guinéenne mettant en œuvre le Protocole de Kyoto en Guinée.	

Convention	Date de ratification/ adhésion	Objectifs clés	Liens avec le projet
Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone	La Guinée a ratifié la Convention de Vienne en juin 1992 et la Convention est entrée en vigueur en septembre 1992.	La Guinée a ratifié la Convention de Vienne et le Protocole de Montréal. La Convention prévoit le cadre juridique international pour la protection de la couche d'ozone. À ce jour, la Guinée n'a pas adopté d'instruments juridiques spécifiques pour appliquer la Convention dans son système juridique.	Certaines activités liées aux différentes composantes du projet pourraient contribuer à la destruction de la couche d'ozone par émission de GES. Le projet encouragera les mesures de contrôle des émissions de gaz à effet de serre par la mise en œuvre d'un plan de gestion des gaz à effet de serre et de l'efficacité énergétique.
Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone	La Guinée a ratifié le Protocole de Montréal en juin 1992.	Le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone (protocole à la Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone) est un traité international visant à protéger la couche d'ozone en éliminant progressivement la production d'un certain nombre de substances considérées comme responsables de l'appauvrissement de la couche d'ozone. Le traité a été ouvert à la signature le 16 septembre 1987 et est entré en vigueur le 1er janvier 1989. Le Protocole prévoit le cadre juridique international pour protéger la couche d'ozone en fixant des objectifs d'élimination progressive et des calendriers pour les substances désignées figurant dans le Protocole.	
		Le Protocole permet aux pays en développement (qui satisfont aux exigences spécifiques énumérées dans le Protocole), afin de satisfaire leurs besoins intérieurs fondamentaux, de retarder le respect des mesures de réglementation énoncées dans le Protocole. À l'heure actuelle, il n'existe pas de législation spécifique guinéenne mettant en œuvre le Protocole de Montréal en Guinée.	

Convention	Date de ratification/ adhésion	Objectifs clés	Liens avec le projet
Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage	La Guinée est partie à cette Convention qui est entrée en vigueur en août 1993.	La Convention vise à assurer la conservation des espèces migratrices et de l'environnement naturel par une coopération intergouvernementale. La Convention vise à préserver la flore et la faune sauvages ainsi que leurs habitats naturels, promouvoir la coopération entre les États, surveiller et contrôler les espèces menacées et vulnérables et prêter son concours pour les questions juridiques et scientifiques. Cette convention a été transposée dans la législation guinéenne via le <i>Code guinéen de protection de la faune sauvage et les règles de la chasse</i> .	Les pertes d'habitats pourront provoquer une migration permanente/temporaires de certaines espèces de la faune sauvage, ce qui peut conduire à une disparition de certaine diversités biologiques. Le projet minimisera la perte d'habitat et de biodiversité grâce à la mise en œuvre d'un plan de gestion de la perturbation et de la réhabilitation des terres et d'un plan de gestion de la biodiversité.
Convention sur la diversité biologique	La Guinée a ratifié cette Convention en mai 1993.	L'objectif de cette Convention est d'élaborer des stratégies nationales pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique. Elle est souvent considérée comme le document clé du développement durable. La Convention a trois objectifs principaux : la sauvegarde de la diversité biologique (ou biodiversité) ; l'utilisation durable de ses composants et le partage juste et équitable des avantages découlant des ressources génétiques. Cette Convention a été transposée au niveau national en Guinée avec le <i>Code de protection de la faune sauvage et les Règles de la chasse</i> .	

Convention	Date de ratification/ adhésion	Objectifs clés	Liens avec le projet
Convention africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles	La Guinée a signé cette Convention ainsi que sa version amendée, respectivement en septembre 1968 et juillet 2003 sans toutefois procéder à leur ratification.	La Convention vise la conservation et l'utilisation rationnelle des ressources en sols, en eau, en flore et en faune. Les objectifs de cette Convention sont les suivants : mieux protéger l'environnement ; favoriser la sauvegarde et l'utilisation durable des ressources naturelles et harmoniser, coordonner les règles dans ces domaines en vue de définir des règlements et des programmes de développement écologiquement rationnels, économiquement sains et socialement acceptables.	Le projet encouragera l'utilisation durable des ressources naturelles en mettant en œuvre diverses mesures visant à minimiser l'impact sur la nature et les ressources naturelles. Une partie de ces mesures comprend l'élaboration d'un plan de gestion de la perturbation et de la réhabilitation des terres et d'un plan de gestion de la biodiversité.
Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel	La Guinée a ratifié cette Convention en mars 1979.	Cette Convention vise à protéger le patrimoine mondial culturel et naturel. Elle prévoit la création d'un comité intergouvernemental pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel et de son fonds associé.	Le projet favorisera le respect des aspects culturels et culturels de la région dans laquelle il est situé. Le projet mettra en œuvre un plan de gestion du patrimoine culturel pour atteindre cet objectif.
Convention de Ramsar relative aux zones humides d'importance internationale	Signé et ratifié par la Guinée.	La Convention relative aux zones humides d'importance internationale, appelée Convention de Ramsar, est un traité intergouvernemental qui fournit le cadre de l'action nationale et de la coopération internationale pour la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides et de leurs ressources. La Convention applique une définition élargie des types de zones humides couverts par sa mission, y compris les lacs et les rivières, les marais et les marais, les prairies humides et les tourbières, les oasis, les estuaires, les deltas et les marais, les zones marines proches des côtes, les mangroves et les récifs coralliens, et les sites artificiels tels que les étangs à poissons, les rizières, les réservoirs et les salines. La Guinée a signé et ratifié cette Convention qui est entrée en vigueur en mars 1993. La Guinée a présenté des rapports nationaux sur la mise en œuvre de la Convention de Ramsar en Guinée	Le projet mettra en œuvre des mesures visant à promouvoir l'utilisation durable de l'eau et à minimiser les impacts sur les ressources en eau, y compris les zones humides. Ces mesures comprennent notamment l'élaboration d'un plan directeur de gestion de l'eau.

Convention	Date de ratification/ adhésion	Objectifs clés	Liens avec le projet
		qui montrent que le gouvernement guinéen a pris certaines mesures pour mettre en œuvre la Convention.	
Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination	La Guinée a adhéré à la Convention mais ne l'a pas ratifiée en avril 1995.	La Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination a été adoptée le 22 mars 1989 à Bâle (Suisse), en réponse à un tollé général suscité par la découverte, dans les années 1980, en Afrique et dans d'autres régions du monde en développement de dépôts de déchets toxiques importés de l'étranger. L'objectif de la Convention de Bâle est avant tout de protéger la santé humaine et l'environnement contre les effets néfastes des déchets dangereux. Son champ d'application couvre un large éventail de déchets définis comme « déchets dangereux » en fonction de leur origine et/ou de leur composition et de leurs caractéristiques, ainsi que deux types de déchets définis comme « autres déchets » - les déchets ménagers et les cendres d'incinérateurs.	Le projet réduira la production de déchets autant que possible. Les déchets générés pendant les différentes phases du projet doivent être gérés conformément aux objectifs de cette convention et à un plan de gestion des matières dangereuses.
Convention sur la lutte contre la désertification (A/AC.241/27)	La Guinée a ratifié cette Convention en juin 1997.	L'objectif de cette Convention, entrée en vigueur en décembre 1996, est de lutter contre la désertification et d'atténuer les effets de la sécheresse dans les pays gravement touchés par ces fléaux, en particulier en Afrique. La Convention vise à atteindre cet objectif par une action efficace à tous les niveaux, appuyée par des accords internationaux de coopération et de partenariat, dans le cadre d'une approche intégrée compatible avec l'Agenda 21, en vue de contribuer à la réalisation du développement durable dans les zones touchées. La Guinée a également élaboré un plan d'action	Le projet réduira autant que possible le défrichement de la végétation et mettre en place des mesures de reboisement guidées par un plan de gestion de la perturbation et de la réhabilitation des terres afin de lutter contre la désertification.

Convention	Date de ratification/ adhésion	Objectifs clés	Liens avec le projet
		national contre la désertification. Les buts et objectifs de la Convention ont été incorporés dans la législation existante, comme le <i>Code de l'environnement</i> , le <i>Code minier</i> , etc.	
Convention du patrimoine mondial (UNESCO)	La Convention est entrée en vigueur en 1975. La Guinée a ratifié la Convention en mars 1979.	La Convention vise à promouvoir la coopération entre les nations afin de protéger le patrimoine naturel et les biens culturels de la planète qui ont une valeur universelle si exceptionnelle qu'il importe de les sauvegarder pour les générations actuelles et futures. Elle définit le type de sites naturels ou culturels à inscrire éventuellement sur la Liste du patrimoine mondial, et définit les obligations des États signataires, dont la Guinée, en matière d'identification des sites potentiels et leur rôle dans leur protection et leur préservation. En signant la Convention, chaque pays s'engage à conserver non seulement les sites du patrimoine mondial situés sur son territoire, mais aussi à protéger son patrimoine national. La réserve naturelle intégrale du mont Nimba a été créée par décret en 1944 et déclarée réserve de biosphère en 1980. La Guinée a inscrit la Réserve naturelle intégrale du mont Nimba sur la liste du patrimoine mondial en péril en 1992. Le gouvernement guinéen a également inscrit le paysage culturel de la chaîne du mont Nimba sur la liste provisoire des sites culturels à protéger en vertu de la Convention.	Le projet encouragera les mesures visant à protéger le patrimoine naturel ou culturel de la zone du projet et à respecter la diversité culturelle grâce à la mise en œuvre d'un plan de gestion du patrimoine culturel.

Convention	Date de ratification/ adhésion	Objectifs clés	Liens avec le projet
Convention 29 (C029) de l'OIT sur le travail forcé, 1930	La Guinée a ratifié la Convention 29 en janvier 1959.	La Convention n° 29 de 1930 sur le travail forcé dispose que les États qui la ratifient répriment le recours au travail forcé ou obligatoire sous toutes ses formes. On entend par travail forcé ou obligatoire tout travail ou service exigé de toute personne sous la menace d'une peine quelconque et pour lequel ladite personne ne s'est pas offerte volontairement.	Tous les emplois du projet seront conformes aux exigences de ces diverses conventions et au plan de gestion des droits de l'homme du projet.
Convention 87 (C087) de l'OIT sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948	La Guinée a ratifié la Convention 87 en janvier 1959.	La Convention n° 87 de 1948 sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical établit le droit de tous les travailleurs et employeurs de constituer des organisations de leur choix et d'y adhérer sans autorisation préalable et établit une série de garanties pour le libre fonctionnement des organisations sans ingérence des pouvoirs publics.	Tous les emplois du projet seront conformes aux exigences de ces diverses conventions et au plan de gestion des droits de l'homme du projet.
Convention 98 (C098) de l'OIT sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949	La Guinée a ratifié la Convention 98 en mars 1959.	La Convention n° 98 de 1949 sur le droit d'organisation et de négociation collective prévoit une protection contre la discrimination antisyndicale, une protection des organisations de travailleurs et d'employeurs contre les actes d'ingérence mutuels et des mesures visant à promouvoir et encourager la négociation collective.	
Convention 100 (C100) de l'OIT sur l'égalité de rémunération, 1951	La Guinée a ratifié la Convention 100 en août 1967.	La Convention n° 100 de 1951 sur l'égalité de rémunération établit que tous les travailleurs, sans discrimination fondée sur le sexe, reçoivent une rémunération égale pour un travail de valeur égale.	
Convention 105 (C105) de l'OIT sur l'abolition du travail forcé, 1957	La Guinée a ratifié la Convention 105 en juillet 1961.	La Convention n° 105 de 1957 sur l'abolition du travail forcé s'appuie sur la Convention n° 29 de 1930 sur le travail forcé et établit des principes plus stricts concernant le travail forcé.	

Convention	Date de ratification/ adhésion	Objectifs clés	Liens avec le projet
Convention 111 (C111) de l'OIT sur l'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession, 1958	La Guinée a ratifié la Convention 111 en septembre 1960.	La Convention sur l'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession de 1958 (n° 111) dispose que les États membres mènent une politique nationale visant à promouvoir, par des méthodes adaptées aux conditions et pratiques nationales, l'égalité des chances et de traitement en matière d'emploi et de profession, en vue d'éliminer toute discrimination à cet égard.	
Convention 138 (C138) de l'OIT sur l'âge minimum, 1973	La Guinée a ratifié la Convention 138 en juin 2003.	La Convention sur l'âge minimum, 1973 (n° 138) fixe l'âge en dessous duquel les enfants ne devraient pas travailler à 15 ans (ou 14 ans si la situation économique d'un pays l'exige à court terme). Deux ans avant d'atteindre cet âge minimum légal, les enfants peuvent effectuer un « travail léger » - un travail non dangereux ne dépassant pas 14 heures par semaine, sans entraver la scolarisation. Les enfants en dessous de l'âge minimum de travail qui effectuent un travail autre que léger sont considérés comme soumis au travail des enfants. L'UNICEF considère en outre qu'un enfant travaille s'il effectue un travail domestique pendant 28 heures ou plus par semaine.	



Convention	Date de ratification/ adhésion	Objectifs clés	Liens avec le projet
Convention 167 (C167) de l'OIT sur la sécurité et la santé dans la construction, 1988	La Guinée a ratifié la Convention 167 en avril 2017.	La Convention sur la sécurité et la santé dans la construction, 1988 (n° 167) prévoit que les États membres adoptent et maintiennent en vigueur des lois ou des règlements qui garantissent l'application des dispositions de la Convention. La convention définit les dispositions relatives à la santé et à la sécurité liées aux activités de construction, y compris, mais sans s'y limiter, la sécurité des lieux de travail, le transport, le matériel de terrassement et de manutention, les installations, les machines, l'équipement et les outils à main, les excavations, les puits, les terrassements, les travaux souterrains et les tunnels, l'électricité, les explosifs, les risques pour la santé, l'équipement de protection individuelle (EPI) et les vêtements, les premiers soins, la formation et le signalement des accidents.	Le projet mettra en œuvre des mesures visant à préserver la santé et la sécurité de tous les travailleurs/employés et du public conformément aux exigences de ces conventions. Le projet encouragera la santé et la sécurité par la mise en œuvre d'un plan de santé et de sécurité au travail (SST) et d'un plan de gestion de la santé et de la sécurité au sein de la communauté.
Convention 176 (C176) de l'OIT sur la sécurité et la santé dans les mines, 1995	La Guinée a ratifié la Convention 176 en avril 2017.	La Convention sur la sécurité et la santé dans les mines, 1995 (n° 176) dispose que les États membres veillent à ce que l'application de la Convention soit prescrite par les lois et règlements nationaux. Une autorité compétente est désignée pour surveiller et réglementer les divers aspects de la sécurité et de la santé dans les mines. La Convention prescrit des mesures de prévention et de protection dans les mines, ainsi que les responsabilités des employeurs et les droits et devoirs des travailleurs et de leurs représentants.	

Convention	Date de ratification/ adhésion	Objectifs clés	Liens avec le projet
Convention 182 (C182) de l'OIT sur les pires formes de travail des enfants, 1999	La Guinée a ratifié la Convention 182 en juin 2003.	La Convention (n° 182) de 1999 sur les pires formes de travail des enfants dispose que chaque État membre qui ratifie la Convention doit prendre des mesures immédiates efficaces pour interdire et éliminer d'urgence les pires formes de travail des enfants. Il s'agit notamment de l'esclavage, de la traite, de la prostitution et de la pornographie, du travail forcé et du recrutement dans des milices, ainsi que des professions qui nuisent à la sécurité, à la moralité ou à la santé de l'enfant.	Le projet interdira l'emploi d'un mineur ou d'un enfant. Tout emploi dans le cadre du projet sera conforme aux exigences de la présente convention et du plan de gestion des droits de l'homme du projet.
Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE)	La Guinée est un pays candidat à l'ITIE.	Le statut de candidat de la Guinée a été rétabli le 1er mars 2011, à la suite de la suspension temporaire de son statut de candidat en 2009, compte tenu des difficultés politiques rencontrées par le pays. L'objectif de l'EITI est d'assurer la transparence des paiements et des recettes effectués par les sociétés de l'industrie extractive.	Le projet favorisera la transparence en se conformant aux exigences de l'ITIE.
Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP)	La Guinée a ratifié le CCPR le 24 janvier 1978.	Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques prévoit que les États parties s'engagent à prendre des mesures pour respecter et garantir à tous les individus la jouissance des droits reconnus dans le Pacte, sans distinction de race, de couleur, de sexe, de langue ou de religion. Il s'agit notamment de l'absence de discrimination, du droit à l'égalité entre les hommes et les femmes, du droit à la vie, du droit à la liberté et à la sécurité de la personne, du droit à l'égalité devant la loi et du droit à un procès équitable.	Le projet encouragera le respect des droits de l'homme internationaux, y compris les droits civils et politiques des travailleurs / employés et du public. Le projet mettra en œuvre un plan de gestion des droits de l'homme pour atteindre cet objectif.

Convention	Date de ratification/ adhésion	Objectifs clés	Liens avec le projet
Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (CESCR)	La Guinée a ratifié le CESCR le 24 janvier 1978.	Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels prévoit que les États parties s'engagent à agir, au maximum de leurs ressources disponibles, en vue d'assurer progressivement le plein exercice des droits reconnus dans le Pacte, sans distinction de race, de couleur, de sexe, de langue ou de religion. Il s'agit notamment du droit au travail, de conditions de travail justes et favorables, du droit de constituer des syndicats, du droit de grève et du droit des enfants à ne pas être soumis à l'exploitation sociale et économique.	Le projet encouragera le respect des droits de l'homme internationaux, y compris les droits économiques, sociaux et culturels des travailleurs / employés et du public. Le projet mettra en œuvre un plan de gestion des droits de l'homme pour atteindre cet objectif.
Convention sur les droits de l'enfant (CDE)	La Guinée a adhéré à la CDE le 13 juillet 1990.	La Convention relative aux droits de l'enfant prévoit que les États parties doivent respecter et garantir que tous les enfants jouissent des droits reconnus dans la Convention sans discrimination fondée sur la race, la couleur, le sexe, la langue ou la religion (ou celle de leurs parents ou tuteurs légaux). Ces droits comprennent le droit à l'éducation, le droit de ne pas être soumis à la violence, à la maltraitance et à l'abandon, le droit d'être protégé contre l'exploitation économique et le droit de ne pas être astreint à un travail dangereux.	Le projet encouragera le respect des droits de l'homme internationaux, y compris les droits de l'enfant. Le projet mettra en œuvre un plan de gestion des droits de l'homme et interdira l'emploi de mineurs ou d'enfants.

Convention	Date de ratification/ adhésion	Objectifs clés	Liens avec le projet
Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW)	La Guinée a ratifié la CEDEF le 9 août 1982.	La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes prévoit que les États parties doivent condamner la discrimination à l'égard des femmes sous toutes ses formes et mener une politique visant à éliminer la discrimination à l'égard des femmes. Les États parties s'engagent à incorporer le principe de l'égalité entre les hommes et les femmes dans leur système juridique, à abolir les lois discriminatoires et à adopter des lois interdisant la discrimination à l'égard des femmes.	Le projet promouvra les droits des femmes et l'égalité des sexes. Grâce à la mise en œuvre d'un plan de gestion des droits de l'homme, les besoins spécifiques des femmes seront dûment pris en compte.
Convention relative aux droits des personnes handicapées (CDPH)	La Guinée a ratifié la CDPH le 8 février 2008.	La Convention relative aux droits des personnes handicapées prévoit que les États parties s'engagent à garantir et à promouvoir la pleine réalisation de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales pour toutes les personnes handicapées, sans discrimination fondée sur le handicap. Ces droits comprennent l'égalité et la non-discrimination devant la loi et la pleine et égale jouissance de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés pour les femmes et les enfants handicapés.	Le projet encouragera le respect des droits de l'homme internationaux, y compris les droits des personnes handicapées qui bénéficieront de l'égalité des chances en matière d'emploi dans le cadre du projet. Le projet mettra en œuvre un plan de gestion des droits de l'homme pour atteindre cet objectif.
Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (CERD)	La Guinée a ratifié la CERD le 14 mars 1977.	La Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale prévoit que les États parties condamnent la discrimination raciale et s'engagent à poursuivre une politique d'élimination de la discrimination raciale. Les États parties s'engagent à revoir les politiques gouvernementales, nationales et locales, et à abolir ou modifier les lois ou règlements qui créent ou perpétuent la discrimination raciale.	Le projet encouragera le respect des droits de l'homme internationaux. Le projet offrira l'égalité des chances en matière d'emploi et autres à toutes les personnes, quelle que soit leur race. Le projet mettra en œuvre un plan de gestion des droits de l'homme pour atteindre cet objectif.

Convention	Date de ratification/ adhésion	Objectifs clés	Liens avec le projet
Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (CMW)	La Guinée a adhéré à la CMW le 7 septembre 2000.	La Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille accorde des droits humains fondamentaux à tous les migrants et à leur famille. La Convention prévoit que les travailleurs migrants et les membres de leur famille ont droit à une protection effective de l'État contre les violences, les atteintes à l'intégrité physique, les menaces et les actes d'intimidation, qu'ils soient le fait d'agents publics ou de groupes ou d'institutions privés.	Le projet encouragera le respect des droits de l'homme internationaux, y compris les droits des travailleurs migrants et des membres de leur famille. Le projet mettra en œuvre un plan de gestion des droits de l'homme pour atteindre cet objectif.
Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (CAT)	La Guinée a ratifié la CAT le 10 octobre 1989.	La Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants vise à prévenir et à éradiquer le recours à la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et à faire en sorte que les auteurs d'actes de torture répondent de leurs actes. Les États parties sont tenus de prendre des mesures législatives, administratives, judiciaires ou autres mesures efficaces pour prévenir les actes de torture.	Le projet encouragera le respect des droits de l'homme internationaux et ne laissera aucune place à la torture, à la cruauté et au traitement inhumain de toute personne, quelle qu'en soit la raison. Le projet mettra en œuvre un plan de gestion des droits de l'homme pour atteindre cet objectif.

#### 1B.6.2.6 Esquisse du Cadre institutionnel et administratif

Le gisement de Ouéléba Nord est situé au nord de la mine de Ouéléba, le long de la limite entre les préfectures de Macenta et de Beyla dans la région administrative de Nzérékoré (Figure 1.2). Une description du cadre administratif du gouvernement guinéen figure à l'annexe 1B : Cadre législatif et administratif.

Les grands centres les plus proches de la mine sont Beyla, située à environ 25 km à l'est, Macenta située à 60 km à l'ouest, Kérouané située à 70 km au nord et Nzérékoré située à 85 km au sud.

Plusieurs institutions et structures nationales et leurs délégations régionales et locales peuvent être impliquées à des degrés divers dans la mise en œuvre de ce Projet. En effet, le Gouvernement de la République de Guinée dans sa politique de protection et de mise en valeur de l'environnement a mis en place un cadre institutionnel afin de faire face aux défis environnementaux.

**1B.6.2.6.1 Ministère de l'environnement et du développement durable (MEDD)**

Le MEDD a pour mission :

- De promouvoir la politique nationale du Gouvernement en matière d'environnement dans le domaine de l'évaluation environnementale ;
- D'apprécier, à travers l'Agence Guinéenne d'Évaluations Environnementales (AGEE), les Termes de Référence des études d'impact sur l'environnement et les rapports d'étude d'impact en fonction des critères de conformité définis ;
- D'établir la nature et l'étendue des dysfonctionnements d'une installation existante par audit environnemental externe (AEE). Cette activité définit les mesures correctives à prendre pour atténuer les effets négatifs, estime le coût desdites mesures et recommande un calendrier pour leur mise en œuvre ;
- De veiller à l'organisation des consultations publiques sous la supervision d'un Commissaire Enquêteur ;
- De coordonner l'organisation des audiences publiques à travers le Comité Technique d'Analyse Environnementales (CTAE) ;
- De mettre en place les instruments juridiques nécessaires à la réalisation de l'évaluation environnementale en se référant à l'Arrêté N° A/2023/1595/MEDD/CAB/SGG du 7 mai 2023 portant procédures d'évaluations environnementales en République de Guinée, et les directives sectorielles ;
- D'œuvrer avec tous les services techniques ou sociaux, les associations ou les Organisations non Gouvernementales à l'élaboration d'un cadre légal d'indemnisation concernant la protection des droits économiques et sociaux des populations riveraines des sites d'exploitation, par suite de l'expropriation de leurs biens pour cause d'utilité publique ;
- D'établir des recueils de données et une base d'informations sur les études d'impact environnemental et social ainsi qu'un système d'information géographique (SIG) ;
- De délivrer les (CCE), attestant la conformité d'un projet avec les normes environnementales inscrites dans le (PGES) ;
- D'assurer la surveillance et le suivi-évaluation des PGES ;
- De délivrer des autorisations aux propriétaires ou exploitant d'établissement classés au sens du chapitre 2 du Code de la protection et de la mise en valeur de l'environnement ;
- D'analyser et d'approuver les études d'impact environnemental et social en s'appuyant sur l'AGEE.

Pour accomplir sa mission, le MEDD s'appuie sur des Directions Nationales, des Directions Générales des services rattachés et des organismes autonomes. Le projet devra notamment travailler avec les services suivants qui sont particulièrement concernés par ce projet :

- La Direction Nationale des Pollutions, nuisances et CC ;
- La Direction Nationale des Forêts et Faunes (particulièrement pour la mangrove et les deux îlots forestiers) ;
- Le Centre National de Protection du Milieu Marin et des Zones Côtières ;
- Le Centre National de Gestion des Catastrophes et des Urgences Environnementales ;
- L'AGEE : créé par Décret N° D/2022/PRG/SGG est un service du ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD). Il s'agit d'une structure d'aide à la décision et de coordination du processus de réalisation et de validation des outils d'évaluation environnementale ;
- Sous sa coordination, un Comité Technique d'Analyse Environnementale (CTAE) est mis en place pour examiner les rapports d'études d'impacts environnementaux et sociaux ;
- Les services déconcentrés : les Inspections Régionales, Directions Préfectorales et les Services Sous-Préfectoraux du l'Environnement et du Développement Durable.

#### 1B.6.2.6.2 Ministère des Mines et de la Géologie (MMG)

Le Ministère en charge du secteur minier en Guinée a pour mission de promouvoir l'exploitation des mines pour un développement durable. Il attribue les permis miniers et est récipiendaire de l'ensemble des rapports d'activité, de prospection, d'exploitation mais aussi des rapports d'études d'impact environnemental et social et des rapports de mise en œuvre des plans de gestion environnementale et sociale des projets miniers.

Le Ministère est appuyé par des Directions Nationales dont la Direction Nationale des Mines qui délivre les permis et leurs renouvellements sur proposition du Centre pour la Promotion et le Développement Minier (CPDM).

Le CPDM abrite le Guichet Unique de l'Investisseur Minier, véritable interface entre les investisseurs miniers et le Ministère, le CPDM enregistre et transmet toutes les demandes (reconnaissance, recherches, exploitation, renouvellements, etc.)

Le CPDM est également le site d'hébergement du cadastre minier de la République de Guinée.

L'activité des projets miniers, dans toutes leurs composantes, est également suivie par un service national rattaché au Ministère des Mines et de la Géologie : le Service National de Coordination des Projets Miniers (SNCPM). Ce service réalise des inspections sur les sites des projets et s'assure du respect de la réglementation.

#### 1B.6.2.6.3 D'autres ministères sont concernés à des degrés moindres par ce Projet, ce sont :

- Ministère des Infrastructures et des Travaux publics
- Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire chargé de la récupération des domaines spoliés de l'Etat
- Ministère de la Jeunesse et des Sports
- Ministère du Commerce, de l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises
- Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
- Ministère de l'Enseignement technique de la Formation professionnelle et de l'emploi
- Ministère de l'Administration du territoire et de la Décentralisation
- Ministère de la Culture, du Tourisme et de l'Artisanat
- Ministère de la Santé et de l'Hygiène publique
- Ministère de la Pêche et de l'Economie maritime
- Ministère de la Sécurité et de la Protection civile
- Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation
- Ministère de la Promotion féminine, de l'Enfance et des Personnes vulnérables
- Ministère des Transports.

#### 1B.6.2.7 Interaction entre la planification environnementale et la législation sur les permis

Le Décret n°200/PRG/SGG/89 du 8 novembre 1989, en application de l'article 73 du *Code de l'environnement*, de 1987 relatif au régime réglementaire applicable aux installations classées aux fins de la protection de l'environnement (*Décret présidentiel 200/PRG/SGG/89 du 8 novembre 1989 sur le régime juridique des installations classées pour la protection de l'environnement*) fixe les dispositions administratives et financières applicables aux installations classées. Les installations classées sont des installations qui, de par la nature de leurs activités ou le volume réel des activités entreprises, nécessitent une autorisation spécifique en vertu de la législation environnementale guinéenne.

L'Arrêté 03/8003/PRG/SGG du 21 octobre 1993 fixant la nomenclature technique des installations classées pour la protection de l'environnement énumère toutes les activités industrielles qui relèvent du champ d'application du Décret

Présidentiel 200/PRG/SGG/89 et pour lesquelles un permis intégré est requis. Cet Arrêté fixe, pour chaque activité industrielle, des seuils qui reflètent le niveau de préjudice potentiel découlant de l'activité et pour lesquels différentes obligations s'appliqueront. Les sites industriels sont classés dans la Classe I ou II selon le niveau de répercussions sur l'environnement.

L'article 2 du Décret Présidentiel n°200/PRG/SGG/89 dispose que le propriétaire ou l'exploitant d'une installation classée doit demander son permis environnemental en même temps que son permis de construire. Un permis de construire devra être obtenu avant la construction de tout bâtiment conformément à l'article R221-1 du *Code de l'urbanisme*. Toutefois, un permis de construire ne peut être obtenu qu'après l'obtention du permis environnemental pour une installation classée. A noter que les textes d'application du code de l'environnement de 2019 en ce qui concerne les installations classées n'ont pas encore été pris.

The article définissait également des exigences spécifiques en matière de SST pour les employeurs, y compris la formation des employés. Les articles 321 à 324 et 330 à 332 du *Code du travail* prévoient la création de syndicats d'employeurs et de syndicats de travailleurs et définissent les règles relatives à la représentation syndicale sur le lieu de travail, à l'adhésion des employés aux syndicats, ainsi que les règles relatives à la négociation des différends et à la négociation collective. Il prévoit la création d'une branche administrative spécialisée de l'État (Inspection du travail) et d'une branche spécialisée du système juridique chargée de la mise en œuvre et du respect de la législation du travail.

Outre le *Code du travail*, le *Code minier de 2011* énonce également, au Chapitre VII et VIII sur la santé et la sécurité au travail, des prescriptions applicables à la santé et à la sécurité des travailleurs. L'article 145 du *Code minier* dispose que tout titulaire de Titre minier ou d'une Autorisation (y compris les personnes morales telles que Simfer) qui exercent des activités minières ou extractives est tenu de respecter les normes d'hygiène et de sécurité les plus avancées telles qu'établies par le Ministère des Mines et de la Géologie en collaboration avec le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique, le ministère du Travail et de la Fonction Publique, et le MEDD. Les sociétés sont tenues de soumettre leur politique en matière de santé et de sécurité (décrivant leurs dispositions en matière de santé et de sécurité) à la Direction nationale des mines. L'article 146 prévoit un mécanisme permettant de remédier à toute performance insuffisante en matière de santé et de sécurité dans le secteur minier ou des carrières. L'article 147 interdit aux mineurs de dix-huit (18) ans de travailler dans l'industrie minière ou des carrières.

## 1B.7 Références

l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), 2020. *Regional action plan for the conservation of western chimpanzees (Pan troglodytes verus) 2020–2030*. IUCN SSC Primate Specialist Group, Gland, Switzerland.

Ministère de l'Environnement, des Eaux et des Forêts (MEEF), 2020. *Plan National de Conservation des Chimpanzés (Pan troglodytes verus) de Guinée 2020 - 2030*. Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts, Conakry, République de Guinée. pp.112. Extrait de : [www.guineachimpanzees.com/action-plan](http://www.guineachimpanzees.com/action-plan) ou [www.meefguinee.org](http://www.meefguinee.org).